



**HAL**  
open science

## Raphaël Larrère: témoignage

Inrae - Cirad Comité d'Histoire, Christian Galant, Marie-Noelle Heinrich,  
Odile Maeght-Bournay

### ► To cite this version:

Inrae - Cirad Comité d'Histoire, Christian Galant, Marie-Noelle Heinrich, Odile Maeght-Bournay.  
Raphaël Larrère: témoignage. *Economistes ruraux*, 21 (2), Edition INRAE, pp.126-143, 2023, Ar-  
chorales, 978-2-7380-1454-2. hal-04256502

**HAL Id: hal-04256502**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04256502v1>**

Submitted on 24 Oct 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License



© INRAE / Ruffieux

# RAPHAËL LARRÈRE

Le témoignage de Raphaël Larrère résulte d'un entretien mené, le 21 septembre 2018, selon la méthodologie de la mission Archorales par Christian Galant, et de son enrichissement, en mai 2020, à l'aide de documents produits par le témoin (mémoires de concours, rapports d'activités), sur suggestion d'Egizio Valceschini, directeur de la publication Archorales. L'auteur de la rédaction finale du témoignage est le témoin lui-même. Enfin Marie-Noëlle Heinrich, le 17 août 2021, et Odile Maeght, le 23 novembre 2021, ont réalisées deux relectures éditoriales. Le texte final a été validé par le témoin en décembre 2021.

## QUAND ÊTES-VOUS NÉ ET DE QUEL MILIEU SOCIAL ÊTES-VOUS ORIGINAIRE ?

Je suis né pendant la guerre, le 12 avril 1942, dans Paris occupé. Je suis fils unique. Employé de banque, mon père a fini sa carrière comme directeur d'une grande banque du Crédit Lyonnais à Paris. Ma mère avait aussi été employée de banque mais ne travaillait plus. Mon grand-père maternel était employé aux Chemins de fer français. Ayant été blessé pendant la guerre de 1914-1918, il était invalide de guerre, et a eu plus de temps de retraite que de temps de vie active.

Mon grand-père paternel était tailleur. Il travaillait pour la maison de couture James Pile à Paris (à côté de la Cour des comptes). Sa spécialité était les culottes de cheval. Il avait donc une clientèle huppée pouvant aller jusqu'au prince de Galles. Le plus amusant est que ce tailleur de luxe était, depuis 1921, un communiste convaincu. Mon père l'était aussi.

Mais ce que je retiens de cette famille communiste, c'est un grand désir de culture et de promotion sociale. Mes grands-parents allaient à l'Opéra régulièrement. Ma grand-mère m'amenait à la Comédie française. Mes parents me faisaient visiter les musées.

## COMMENT S'EST PASSÉE VOTRE ENFANCE ?

Je n'ai pas de souvenirs de privations pendant la guerre. J'habitais Paris, rue Chabanaise qui débouchait sur le square Louvois, juste à côté de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu dans le 2<sup>e</sup> arrondissement. J'ai gardé un très bon souvenir de l'école primaire, d'abord parce que j'étais très bon élève. En plus, entre l'école et chez moi, je pouvais m'amuser au square Louvois. C'était un moment plutôt agréable.

À cette époque, on laissait les enfants beaucoup plus libres que de nos jours. Quand j'étais encore à l'école primaire, souvent le samedi j'allais à pied jusqu'à la Cour carrée du Louvre faire du patin à roulettes. Je m'étais fait une copine. Son père travaillait au musée du Louvre, et quand on avait fait assez de patin à roulettes, on allait déposer nos patins dans son bureau et visiter le Louvre tranquillement et gratuitement.

Pendant toutes les vacances, et jusqu'à ce que je sois en prépa, je partais dans les Landes d'où venaient mes grands-parents paternels. J'y avais une grand-tante chez qui j'allais passer toutes mes vacances. Son mari était mulétier, il s'occupait d'une petite

ferme, de 4 à 5 hectares, mais assez dynamique. Ce sont les premiers du pays qui ont cultivé de l'asperge.

En plus du maïs il y avait aussi un peu d'élevage dans le pays. Ayant fait très tôt de la barque sur le lac de Léon, je me souviens qu'il y avait encore des vaches avec de l'eau jusqu'au ventre et qui se baladaient dans les marais. Elles avaient des cornes assez impressionnantes. J'ai découvert récemment que ces vaches étaient les Marines landaises, qui sont utilisées pour entretenir les réserves naturelles marécageuses. Ma tante et mon oncle, qui se voulaient modernistes, avaient des Bretonnes pie noir. Ils faisaient aussi beaucoup de porcs, ils achetaient les porcelets. Ils faisaient du confit de canard, du confit d'oie. Ils en vendaient un peu aux touristes et aux restaurants alentour.

Là aussi je disposais d'une grande liberté de mouvement. Faisant beaucoup de barque, j'ai appris à nager dès quatre ans. Mais j'aidais la famille pour les foins, et même pour traire les vaches. Pour mon stage de 1<sup>re</sup> année d'Agro, j'étais dans une ferme qui élevait des Parthenaises. Il y avait un appareil à traire, mais j'étais incapable de m'en servir. Je trayais donc à la main car celles que j'avais tenté de traire à la machine ne s'entendaient plus très bien avec moi.

### COMMENT SE SONT PASSÉES VOS ÉTUDES SECONDAIRES ET QUELLES ÉTAIENT VOS MATIÈRES PRÉFÉRÉES ?

J'ai traversé la Seine pour faire mes études secondaires au lycée Henri IV. C'était très bien : je pouvais aller en classe à pied si je partais suffisamment tôt, ou en bus si je partais plus tard, ou encore en métro. Jusqu'en troisième, je me suis beaucoup ennuyé au collège puis au lycée. J'y avais peu d'amis peut-être parce que j'avais un an de moins que la plupart de mes condisciples, peut-être aussi parce que je les trouvais trop bourgeois. À partir de la troisième j'ai eu généralement de très bonnes notes en français, en histoire et en sciences naturelles. Mais des notes catastrophiques en physique et en chimie et des notes médiocres en maths. C'est en première que j'ai commencé à être bon en maths parce

que c'était un programme nouveau : la géométrie dans l'espace m'a absolument passionné. Donc j'ai fait Math élem et là aussi j'ai eu de bonnes notes : j'étais parmi les deux ou trois meilleurs étudiants de la classe en maths.

J'ai commencé par faire des études classiques jusqu'en seconde. J'ai donc fait du latin mais je ne m'entendais pas bien avec mon professeur de latin de seconde. Il ne comprenait pas pourquoi, j'étais assez bon en version, mais je n'obtenais que des notes catastrophiques en thème. Découragé je suis passé en moderne. J'ai rencontré les mêmes difficultés en anglais et elles m'ont poursuivi. Je suis tout à fait capable de traduire des articles écrits en anglais, mais je suis incapable d'écrire trois phrases en anglais. Je ne sais pas pourquoi !

En 1959, j'ai eu le baccalauréat mathématiques (mention assez bien en raison des mauvaises notes en physique, chimie et anglais).

### COMMENT AVEZ-VOUS CHOISI DE FAIRE DES ÉTUDES D'INGÉNIEUR AGRONOME À L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE, « L'AGRO », DE PARIS ?

Comme j'avais eu de bonnes notes en philosophie, et que j'étais un bon élève en français et en histoire, j'aurais bien aimé faire une hypokhâgne et une khâgne, mais mes parents ne voulaient pas, ils voulaient que je sois médecin ou ingénieur. Ils pensaient que les matières comme le français ou l'histoire n'avaient pas d'avenir. Je suis allé voir la personne que l'on qualifiait de surveillant général en lui racontant d'autant plus aisément mon problème qu'il connaissait bien mon père. Il me dit : « Oui, j'ai discuté de ton problème, tu es pris en hypokhâgne si tu veux. Si ton père tient à ce que tu sois ingénieur, fais l'Agro, c'est la plus littéraire des écoles scientifiques et tu as le dossier qu'il faut ». C'est ainsi que je suis rentré en prépa d'Agro, ce n'était ni la ruralité, ni la biologie qui m'y ont incité. Pour moi la ruralité c'était les vacances et la biologie un passe-temps !



© Premier Parallèle

Raphaël Larrère en 2020.

### À CETTE ÉPOQUE, ÉTIEZ-VOUS INTÉRESSÉ PAR LES IDÉES POLITIQUES, VOIRE AVEZ-VOUS UN ENGAGEMENT POLITIQUE ?

D'une famille communiste, je me suis trouvé très tôt hostile à la guerre en Algérie. En classe préparatoire, j'étais certes à l'Union des étudiants communistes, mais je trouvais que le parti n'allait pas assez loin et n'exigeait pas d'accorder au plus vite l'indépendance à l'Algérie. Ce militantisme a fait que j'ai eu tout de même certains condisciples, adeptes de l'Algérie française, avec lesquels je ne m'entendais pas du tout. Et ce fut de même à l'Agro.

J'avais suffisamment lu sur l'URSS et je reprochais au parti de soutenir systématiquement le point de vue de ce pays qui avait, selon moi, dévoyé les leçons de Marx et même de Lénine — que j'avais lus. En revanche, j'avais une certaine sympathie pour la révolution cubaine. Mais je ne suis jamais allé à Cuba. De même que plus tard, lorsque j'ai été maoïste, je n'ai jamais mis les pieds en Chine. J'appréciais les textes de Mao, mais je me doutais que la réalité était moins belle que ce que les Chinois racontaient. J'aurais peut-être dû le faire, mais peut-être que je redoutais d'être confronté à la réalité.

Pour en finir avec cette question de mon rapport aux idées politiques, je dirais d'abord qu'avant de m'engager dans la vie active, en 1964, j'avais hésité entre ce que m'avait proposé Julien Coléou à l'Agro (j'y reviendrai) et une possibilité de poste au bureau des études du ministère de l'Agriculture algérien où je suis resté trois mois. Je n'ai pas voulu poursuivre au-delà parce que je ne voulais pas devenir un « pied-rouge » : ces Français qui voulaient participer en Algérie à une révolution qu'ils ne parvenaient pas à faire en France et qui n'hésitaient pas à donner des leçons aux Algériens. Mais c'est à cette occasion que j'ai rencontré des étudiants normaliens qui étaient à l'époque des disciples d'Althusser (et n'ont pas voulu non plus se transformer en pieds-rouges). À partir de là, j'ai fréquenté les milieux althusseriens, ce qui m'a d'abord conduit à me marier avec une philosophe de l'ENS de Sèvres, puis à adhérer à l'Union des jeunes communistes marxistes léninistes (UJCML) et à

devenir par la suite maoïste (à la Gauche prolétarienne, puis avec la bande à Alain Badiou après la dissolution de la Gauche prolétarienne). Je l'étais encore lorsque j'étais à Clermont-Ferrand (à l'Inra de Theix). De retour à Paris, en 1977, j'ai cessé de militer. Plusieurs de mes copains des années soixante-huitardes se sont assagis, la plupart en adhérant au Parti socialiste. Je n'adhère plus aux thèses qui m'avaient mobilisées, mais je n'ai pas voulu pratiquer le reniement comme figure de la conscience, ni le ralliement comme forme de carriérisme. Les travaux que j'ai développés à l'Inra plus tard m'ont convaincu de la nécessité de lutter conjointement contre les inégalités sociales et environnementales, mais en tant qu'intellectuel pas en tant qu'adhérant à un quelconque parti ou mouvement.

### COMMENT SE SONT PASSÉES VOS ÉTUDES À L'AGRO ET QU'EN AVEZ-VOUS RETENU ?

Je suis rentré à l'Agro après avoir réussi le concours d'entrée, en 1961. J'avais quelques velléités de m'orienter vers les Eaux et forêts, mais il fallait avoir 15 de moyenne pour y accéder. J'ai tenu le coup pendant un semestre et, à un moment donné, je me suis dit : « *Mais quand même, pour rentrer aux Eaux et forêts, il faut avoir de bonnes notes y compris en chimie et chimie organique* ». Et c'était hors de question. La plupart des autres matières (à l'exception des cours de génie rural) m'ont intéressé ; j'étais toujours plutôt bon en maths, mais j'ai eu du mal avec les métriques (donc ça allait en probabilités, mais pas en statistiques et j'ai assez vite été rebuté par l'économétrie).

En troisième année, j'ai choisi la spécialité zootechnie, en grande partie à cause de Julien Coléou. En seconde année il avait fait des cours remarquables. En plus, Coléou rentrait alors d'un voyage d'études à Cuba. Et Cuba était pour moi une référence.

Nous avions eu seulement quelques rares cours de René Dumont. Il était passionnant (mais chahuté par ceux qui dans la promo étaient « Algérie Française ») et je l'admirais d'avoir signé le *Manifeste des 121*. Mais il n'y avait pas encore de troisième année en agriculture comparée. À la chaire d'économie je

connaissais bien aussi et appréciais Albert Chominot. Je trouvais Joseph Klatzmann, qui dirigeait la chaire, plein d'humour et sympathique, mais l'économie ne me passionnait pas et j'avais des difficultés avec les métriques.

J'ai donc opté pour la spécialisation zootechnie. Julien Coléou y proposait un cursus particulier dans lequel il y avait de l'économie et un peu de sociologie. Comme je m'entendais bien avec lui je lui ai demandé de remplacer une partie des cours d'économie de l'Agro en assistant au séminaire que Charles Bettelheim organisait à l'École pratique des hautes études. Bettelheim travaillait surtout sur les économies en transition (en particulier les économies du bloc de l'Est) et était proche d'Althusser. Je voulais en profiter pour suivre également autant que faire se pouvait le séminaire d'Althusser. Coléou était très ouvert et il a accepté.

L'année de spécialisation organisée par Coléou fut très agréable. Nous avions un dossier à synthétiser pour l'exposer en cours. Le mien a suffisamment plu à Coléou pour qu'il me propose un poste. Après mon diplôme d'ingénieur agro avec la spécialité zootechnie en 1964, j'ai donc été embauché — à l'issue de mon passage à Alger — comme technicien enquêteur contractuel à l'unité de recherche sur l'économie et l'organisation des productions animales (Urépoa), qui deviendra par la suite Céréopa (Centre d'Etude et de Recherche sur l'Économie et l'Organisation des Productions Animales). C'était un laboratoire annexé à la chaire de zootechnie de l'Agro, financé par une convention avec la DGRST<sup>1</sup>, où jusqu'en 1966 travaillaient quatre contractuels dont Bernard Roux, moi-même et deux zootechniciens.

### DANS QUELLES CIRCONSTANCES ÊTES-VOUS ENTRÉ À L'INRA ?

Quand Coléou n'a plus eu les moyens de payer quatre contractuels, un seul est resté. Je me suis donc présenté au concours d'assistant de recherche en économie à l'Inra et Bernard Roux a réussi un peu plus tard le concours d'entrée en économie à la chaire d'économie de l'Agro.

<sup>1</sup> Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

Je rentre donc à l'Inra comme assistant en économie, alors que je n'ai aucun diplôme d'économie. À cette époque, il y avait au concours une version anglaise, une dissertation, un oral, et une note sur titres et travaux. Pour faire le travail chez Coléou, j'étais obligé de lire beaucoup d'articles en anglais puisqu'on s'inspirait au fond de la zootechnie américaine. Donc, j'avais eu une bonne note en version. Je ne connaissais pas grand-chose au sujet proposé pour la dissertation, mais je savais comment faire les dissertations et c'est la bonne note qui m'a sauvé je pense.

Avec Coléou, j'avais élaboré des modèles d'organisation destinés à d'éventuelles « grandes unités d'élevage modernes ». Je croyais, comme tant d'autres, que l'avenir était à « l'industrialisation » de l'agriculture française. Mais, outre que je n'y ai pas cru longtemps je réprouvais les conditions de vie que l'on imposait alors aux animaux dans ce système. Je faisais du calcul de prévisions de résultats économiques. Rien de passionnant ! Je m'étais spécialisé sur l'élevage du mouton et je travaillais pour des gens qui voulaient faire du mouton intensif avec 2 000 brebis ! Autant dire que mes travaux ne valaient pas tripette, et ma note sur les titres et travaux n'a pas dû être terrible.

J'ai été affecté au laboratoire d'économie rue de Lasteyrie, à Paris, mais j'en ai peu de souvenirs car je n'y suis pas resté longtemps. J'ai trouvé très bien qu'on me laisse d'abord terminer mon travail chez Coléou, et ensuite, qu'on me donne le temps de prendre mes marques, d'aller voir les uns et les autres pour savoir où je me sentirai bien. Je trouve que ça laissait une initiative aux jeunes chercheurs qu'ils ont perdue maintenant. Si Denis Bergmann était le chef de département, rue de Lasteyrie l'autorité était surtout incarnée par Michel Gervais et Claude Servolin. Je m'entendais fort bien intellectuellement avec Claude Servolin. Nous avions la même analyse de la situation globale de l'agriculture. Et on avait tous les deux un certain côté littéraire. C'est Marcel Mazoyer qui m'a convaincu de rejoindre le laboratoire associé à la chaire d'agriculture comparée de l'Agro. J'ai accepté d'autant plus volontiers que Mazoyer était un copain avec qui j'avais beaucoup

discuté du temps où je travaillais chez Coléou et à qui j'avais avoué que l'industrialisation de l'élevage me rebutait. En outre aller chez René Dumont me convenait tout à fait.

### **VOUS ÊTES DONC À L'AGRO EN TANT QUE CHERCHEUR INRA, MAIS ÊTES-VOUS SURTOUT IMPLIQUÉ DANS LA FORMATION DES INGÉNIEURS AGRONOMES ?**

Mazoyer avait obtenu de disposer d'un bloc de spécialité en deuxième année. Nous n'étions que trois pour cette tâche : Dumont, Mazoyer et moi-même. J'ai donc fait un ensemble de cours sur l'histoire des structures agraires. J'avais pour cela beaucoup lu et je tentais d'appliquer la problématique développée par Charles Bettelheim dans l'analyse des « économies de transition » et la lecture qu'Althusser nous invitait alors à faire des œuvres de Karl Marx. Voulant mettre ce cadre théorique (combinaison des modes de production dont un est dominant) à l'épreuve d'analyses concrètes (suivant en cela les invitations pressantes de Mazoyer), j'ai animé, avec un groupe d'élèves de l'Agro, une étude de l'agriculture morvandelle. Mazoyer, qui voulait mettre en place l'année suivante une spécialité de 3<sup>e</sup> année, avait organisé un stage de volontaires pendant les vacances. Et comme il est morvandiau, ce fut dans le Morvan. L'idée était d'aboutir collectivement à une analyse du système agraire et de ses transformations. Il m'incombait l'encadrement des étudiants, la production d'analyses, et j'ai participé à ce travail collectif. Enfin j'ai aidé Mazoyer à concevoir la future 3<sup>e</sup> année d'enseignement et j'ai, en prévision de l'année suivante, cherché des possibilités de stage au sud de l'Alsace, dans le Sundgau.

Enseigner m'a d'abord plu, mais, peu à peu, et surtout en 1969, je me suis rendu compte que j'avais un côté professeur charismatique. Parmi les étudiants, beaucoup me suivaient et étaient devenus des « compagnons de route de la Gauche prolétarienne ». Cela ne correspondait pas à ce que je voulais. Je ne me sentais pas une âme de chef, cela me conférait trop de responsabilités. En conséquence j'ai mis longtemps avant de refaire de l'enseignement.

Enfin, à cette époque, j'étais très actif dans le mouvement « Paysans en lutte ». Il comprenait des agriculteurs au départ assez proches de Bernard Lambert (donc des « Paysans travailleurs »). Mais ils trouvaient Bernard Lambert trop syndicaliste et trop fasciné par l'agriculture productiviste. Ils avaient formé une sorte de groupe de paysans qui s'est plus ou moins associé à la « Gauche prolétarienne ». Je militais donc à « Paysans en lutte » et j'avais réussi à y accrocher en plus de quelques étudiants un certain nombre de collègues de l'Inra (dont Claude Servolin et Henri Nallet, ils ne s'en vantent peut-être plus maintenant).

### **EN 1969, VOUS ÊTES DANS L'OBLIGATION DE FAIRE VOTRE SERVICE MILITAIRE. COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ?**

En 1969, j'avais 27 ans déjà, et j'ai été rattrapé par le service militaire. Quelques années plus tôt, Klatzmann m'avait pris comme doctorant de 3<sup>e</sup> cycle en sachant très bien que je ne ferais pas de thèse. Cela m'a permis d'échapper provisoirement au service militaire, que j'ai finalement fait (de la mi 1969 à juillet 1970). J'ai eu de la chance, je suis tombé à Satory à côté de Versailles. Mon beau-père était archiviste des Yvelines et logeait aux archives de Versailles, tout à côté de Satory. Le capitaine — un ancien de la deuxième DB qui s'était retrouvé dans le service du matériel — m'avait dit : « On est en train, dans le matériel, d'absorber le service des communications. J'ai un sergent qui est totalement nul, est-ce que tu veux t'occuper du service ? », j'ai accepté. Le deal était que je pouvais bénéficier d'une permission de nuit. Comme je m'en sortais assez bien, le capitaine m'a autorisé à rentrer tous les vendredis soir à Paris afin que je donne des cours. Un copain (disciple d'Althusser), Yves Duroux, était alors professeur de sociologie à l'université de Vincennes et m'avait proposé de faire les mêmes cours que ceux que j'avais fait à l'Agro. Chaque samedi matin au cours des deux premiers trimestres de 1970, j'ai donc repris un enseignement. Je n'en avais pas trop envie, mais quitter chaque week-end le service militaire me convenait.

**APRÈS VOTRE SERVICE MILITAIRE, EN 1971, VOUS REVEZ À L'INRA, MAIS DANS UN LABORATOIRE LOCALISÉ À CLERMONT-FERRAND. QU'EST-CE QUI VOUS Y AMÈNE ? COMMENT CELA INFLUENCE-T-IL VOTRE ORIENTATION DE RECHERCHE ?**

J'ai achevé mon service militaire alors que mon épouse a été élue assistante à la faculté de Clermont-Ferrand, au département de philosophie. Nous venions d'avoir notre première fille et mon épouse n'avait guère envie de faire toutes les semaines un aller et retour Paris-Clermont. Je me rends compte alors qu'à côté Clermont-Ferrand, le centre Inra de Theix comporte un laboratoire sur l'économie de l'élevage. Je me suis dit que le mieux serait d'aller voir ce que je pourrai y faire. Mazoyer en est d'accord, et trouve que mes raisons de partir sont tout à fait raisonnables. Mais le chef de département (Bergmann) et certaines des autorités de Theix ont trouvé qu'il n'était pas normal qu'un mari suive son épouse. L'unique statutaire du laboratoire de l'élevage de Theix, était Gilbert Liénard (ingénieur de recherche). Il m'a fort bien accueilli et je me suis donc retrouvé chez lui. Là, j'ai un lieu, un bureau avec une belle vue, je vis à Clermont-Ferrand, mais je ne sais pas très bien sur quoi je vais travailler. G. Liénard me suggère alors d'aller sur le plateau de Millevaches, dans le Limousin. Lui-même n'y avait pas travaillé, mais un élevage de veaux de boucherie de très haute qualité était manifestement en train de décliner. Il m'explique alors que les éleveurs les plus dynamiques se sont convertis à la production de jeunes bovins qu'ils vendent comme brouards. Mais qu'à la différence des éleveurs de veau blanc sous la mère, ils ont besoin d'espace et que s'agrandir est difficile dans une région où l'on reboise à tour de bras.

Après une pré-enquête en Corrèze, je décide de me lancer dans une histoire des transformations du système agricole pour comprendre comment un pays de céréales, de landes et de moutons est devenu ce pays associant des productions bovines à des reboisements.

**DE 1971 À 1977, VOUS ÊTES AU LABORATOIRE D'ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE DE THEIX, MAIS SUR DES THÉMATIQUES ASSEZ ÉLOIGNÉES DE CELLES DE GILBERT LIÉNARD : CELA N'A-T-IL PAS POSÉ DE PROBLÈME ?**

En effet, je commence à étudier la dynamique des systèmes agraires et donc du paysage rural du plateau, alors que la spécialité de Liénard est la gestion technico-économique des exploitations d'élevage. Il avait du mal à saisir ce que je voulais faire et j'avais du mal à m'intéresser à ses calculs comptables. Il n'empêche, je me suis très bien entendu avec lui. Nous n'étions pratiquement d'accord sur rien (il connaissait mes idées politiques et ne les partageait pas). On se voyait généralement une fois par mois ou une fois tous les 15 jours, j'arrivais et je restais dans son bureau jusqu'à 10 heures du soir. Chaque fois que je lui rendais compte de ce que j'avais fait, de mes idées, ou quand j'écrivais un texte il le lisait. Or Liénard est quelqu'un qui s'accroche vraiment, qui est très pointilleux, et qui est cohérent. Il m'a obligé à être rigoureux et je pense que c'est lui qui m'a aidé à apprendre l'art de l'argumentation, ce dont je me suis servi longtemps après en faisant de l'éthique. Je lui en suis toujours reconnaissant.

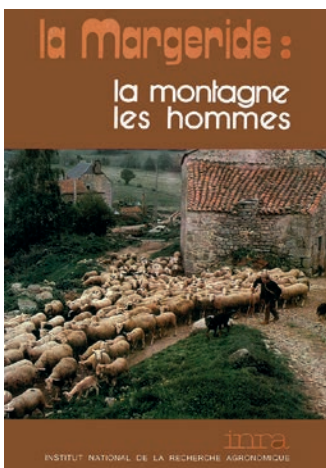
**VOTRE PREMIÈRE ÉTUDE SUR LA DYNAMIQUE D'UN SYSTÈME AGRAIRE CONCERNE DONC LE PLATEAU DE MILLEVACHES. POUVEZ-VOUS NOUS DIRE QUELLE EN ÉTAIT LA PROBLÉMATIQUE ET CE QUE VOUS EN AVEZ RETIRÉ ?**

Lorsque j'ai entrepris d'étudier l'histoire de la mise en valeur du plateau de Millevaches, je songeais à illustrer un processus de désertification. La théorie de la rente (et de l'accumulation) différentielle m'autorisait à formuler l'hypothèse qu'il existait des zones où tend à décliner toute mise en valeur agricole. Mais, pour que l'on puisse parler de désertification, encore fallait-il que soit associé à cet abandon un dépeuplement irréversible. Toute une littérature existait alors sur le « désert français », et, en ce début des années 1970, des ouvrages de géographes, de démographes et de responsables de l'aménagement rural se multipliaient sur la « dévitalisation » des régions où l'exode

rural avait connu la plus grande amplitude. Il y avait un invariant dans l'argumentation de ces travaux : tous supposaient l'existence d'un « seuil critique de peuplement » — parfois nommé « seuil de sociabilité » — au-delà duquel, la population devait inéluctablement décliner. Variable selon les auteurs, postulé mais jamais montré, ce seuil était censé apparaître dès que les inconvénients du dépeuplement (coût d'acquisition des biens et des services indispensables à une vie moderne, coût d'entretien croissant des équipements collectifs et des infrastructures, isolement et pauvreté des relations humaines, absence de loisirs, etc.) compensaient les avantages que les résidents résiduels pouvaient trouver dans l'émigration des autres (en particulier, la redistribution, au profit des agriculteurs restants, des terres libérées par les vieux paysans sans reprise).

Les investigations que j'ai conduites en Millevaches (confrontation de la dynamique démographique et des perspectives successorales des exploitants agricoles avec la densité de population aux niveaux communal et cantonal), et l'examen des termes du rapport coût/avantage qui devait définir le seuil, m'ont convaincu que la thèse de la désertification n'était pas tenable. D'abord, les avantages de la croissance et les inconvénients de l'isolement varient selon le contexte local, la conjoncture économique, voire la situation sociale et familiale des individus concernés. Il n'y a donc pas un seul niveau de densité de population, où avantages et inconvénients se compensent, mais une multiplicité, variant selon les lieux et les époques.

Au demeurant, si elle est sans fondement scientifique, la notion de seuil est bien confortable. À tout aménageur, il faut un critère simple (par exemple, la densité de peuplement), qui permette de délimiter des zones d'intervention et de ventiler des crédits. Elle est utile aussi par ses connotations : un monde qui se meurt, un vide qui s'installe en plein cœur de la France, sont des images dramatiques qui donnent poids à l'argumentation. Plus que le désert même, c'est une rhétorique de la désertification que j'ai trouvée en Millevaches. Un discours qui dramatisait une crise agricole et occultait une situation



*La Margeride : la montagne et les hommes*, ouvrage collectif publié en 1983 par l'Inra et la DGRST dans lequel Raphaël Larrère a rédigé trois chapitres.

nouvelle : la conjugaison d'une déprise agricole et d'une emprise forestière.

Ces considérations m'invitèrent à prolonger mes recherches dans deux directions complémentaires : l'étude des transformations des systèmes agraires des régions de montagne, et l'analyse de situations où le territoire est l'enjeu d'un conflit entre ceux des agriculteurs qui sont encore en mesure d'en tirer parti et les promoteurs d'autres modes d'utilisation de l'espace.

Il s'est donc agi tant en Millevaches que plus tard dans les Dômes, puis en Margeride d'étudier les rapports qui s'établissent historiquement entre une entité sociale et l'espace qu'elle contrôle. Comment s'organise une société rurale pour tirer parti de son territoire ? Comment cette mise en valeur lui permet-elle de reproduire ses conditions d'existence, et conjointement les conditions de production ? L'occupation du sol, les pratiques productives, tiennent certes compte des suggestions et des sujétions du « milieu ». Mais elles obéissent aussi à une logique sociale. L'histoire de la mise en valeur d'un territoire se présente ainsi comme une succession de systèmes agraires relativement stables, et de périodes de transition, où sont détruits et reconstruits les rapports entre les hommes et leurs relations aux milieux. Cependant, si le « milieu naturel » est un produit social, il n'est pas que cela. S'il est façonné par l'utilisation qui en est faite, il garde aussi en mémoire la trace d'usages anciens tombés en désuétude, et ne répond pas

immédiatement, ni dans toutes ses composantes, aux techniques qui lui sont appliquées. Point de synchronisme donc, dans l'histoire de la mise en valeur. Le paysan n'artificialise pas des conditions de production, il manipule des agrosystèmes qui ont une mémoire des utilisations antérieures.

**À LA SUITE À CETTE PREMIÈRE EXPÉRIENCE SUR LE PLATEAU DE MILLEVACHES, VOUS RÉALISEZ DES MONOGRAPHIES RÉGIONALES SUR D'AUTRES MASSIFS MONTAGNEUX. COMMENT CHERCHEZ-VOUS À DÉPASSER LEUR CARACTÈRE SINGULIER ?**

Cette étude de la mise en valeur du plateau de Millevaches a été bien accueillie lorsque je l'ai présentée à la station centrale de Paris, plusieurs auditeurs dont Jean-Paul Chabert, Claude Servolin et Claude Reboul avaient trouvé que c'était très original et très bon. J'ai été sollicité pour poursuivre ce style de monographie régionale, je en me souviens plus exactement par qui, sans doute Mazoyer (qui va mobiliser Gilles Bazin pour les Dômes) ou Servolin (Bernard Wolfér sera aussi de la partie). C'est ainsi que j'ai contribué aux études sur les Dômes, puis la Margeride et le massif de l'Aigoual, avec pour objectif de saisir les transformations des systèmes de mise en valeur et les modifications consécutives des paysages ruraux. La Margeride, c'est une proposition qui émanait d'André Fel (professeur de géographie à la fac de Clermont) qui avait demandé l'appui de l'Inra. Pour le massif de l'Aigoual, c'est dans le cadre de l'Observatoire Causses-Cévennes qu'avait mis en place Marcel Jolivet.

À cette époque, les études monographiques avaient meilleure presse qu'elles ne l'ont de nos jours. Mais, tout en désirant vérifier sur d'autres cas concrets, les hypothèses que j'avais élaborées en Millevaches, je savais aussi que toute monographie tend à piéger celui qui s'y adonne. Plus s'accumulent les connaissances locales, plus apparaît au regard du chercheur, l'immensité du champ de l'inconnu, de ces petits détails qui n'ont pas fait l'histoire, mais qui l'ont investie. Vertige de l'exhaustivité, qui peut conduire à s'abîmer dans l'investigation de la singularité du « terrain » sur lequel on travaille. L'espace

rural que l'on entendait étudier, devient un lieu, riche de sens pour le chercheur et ceux qu'il y côtoie. Mais advient toujours le moment où quelqu'un, quelque part, demande à l'érudit du lieu ce qu'il peut bien avoir à dire, qui importe à tous ceux pour qui ce lieu n'est rien d'autre qu'une campagne parmi tant d'autres.

On peut éviter cet enfermement dans le local en utilisant la monographie comme plan d'épreuve des théories scientifiques et des discours idéologiques en vigueur (ce que j'avais fait en Millevaches). On peut aussi en sortir par une étude comparative. Tirer parti d'une batterie de monographies, a ainsi été la démarche que j'ai suivie, plus tard, avec mes collègues orléanais, pour appréhender la manière dont les transformations de la mise en valeur agricole se sont combinées aux applications locales de la politique forestière dans le processus de reboisement des montagnes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, puis dans le processus de dissociation de l'agriculture et de la forêt. De même c'est ainsi que je me suis lancé dans une recherche sur les cueillettes en associant ce que j'avais constaté en Millevaches à une étude spécifique en Margeride, dont j'ai tenu à vérifier les hypothèses dans les Cévennes. J'ai réalisé ces travaux sur les pratiques de cueillette et sur la manière dont elles permettent à des résidents de se réapproprié un espace qui leur échappe avec Martin de la Soudière et c'est sur cette question que porte le premier ouvrage que j'ai co-écrit avec lui (*Cueillir la montagne* — paru en 1985, réédité en 2009).



*Cueillir la montagne*, ici la couverture d'une nouvelle édition de 2010 par Ibis Press Eds. La première édition date en 1985 par La Manufacture, l'ouvrage obtient le Prix Auge-Laribé des sciences sociales (Prix Sully-Olivier de Serres).

Mais on peut aussi sortir de l'enfermement monographique en érigeant un phénomène singulier, repéré dans l'analyse méthodique et approfondie d'un lieu en « idéaltype » d'un processus dont on postule qu'il est à l'œuvre dans de nombreuses situations semblables. C'est le pari que j'avais fait, en Millevaches, en interprétant la confrontation d'une déprise agricole et d'une emprise forestière, comme une manifestation particulière d'un processus d'annexion de l'espace rural. Aussi, après avoir étudié les intérêts en jeu dans ces reboisements limousins j'ai analysé les modalités d'intégration d'une commune des Dômes dans l'espace périurbain de Clermont-Ferrand. Les recherches réalisées sur l'Aigoual se sont situées dans le prolongement d'une telle préoccupation : nous y avons analysé comment l'administration forestière parvint, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans un contexte de crise du pastoralisme, à constituer un massif domanial de 15 000 ha. Puis, nous avons étudié la façon dont cette forêt productive, et les finages agricoles riverains, ont été intégrés, depuis 1970, dans la zone centrale du parc national des Cévennes. Il ressort de ces recherches que les « campagnes marginales » sont en réalité des « campagnes disputées ». Réserves épuisées de main-d'œuvre, zones peu productives, elles n'ont plus à offrir que leur espace, un territoire mal maîtrisé par la population agricole locale. Or, de nombreux groupes sociaux sont, ou s'estiment, titulaires du patrimoine que ces campagnes représentent : exploitants et propriétaires, agents impliqués dans la mise en valeur industrielle, forestière ou touristique, résidents secondaires, randonneurs, chasseurs, sportifs, et protecteurs de la nature. Les stratégies et les comportements de ces acteurs se confrontent, en des configurations variables selon les lieux. Il en résulte que ces régions de déprise agricole sont le théâtre de conflits entre tous ceux qui estiment en être partie prenante.

#### À PARTIR DE CES ÉTUDES, COMMENT FAITES-VOUS ÉVOLUER VOTRE PROBLÉMATIQUE ?

Si j'avais travaillé seul en Millevaches, l'étude des Dômes associait à des

chercheurs d'ESR<sup>2</sup> (Gilles Bazin, Bernard Wolfér, Gilbert Liénard et moi-même) des spécialistes d'agronomie (François-Xavier de Montard, Pierre Loiseau et Michel Lafarge). En Margeride c'est tout un collectif associant certains des chercheurs de l'étude des Dômes à de nouveaux chercheurs d'ESR (Olivier Nougarede ayant remplacé Gilles Bazin et Bernard Wolfér), à des géographes et ethnologues de l'université de Clermont-Ferrand. Ces collaborations m'ont permis d'élaborer une autre hypothèse de travail que je partageais alors avec mes collègues. Nous avons repéré, par l'examen attentif de ces histoires singulières, tout ce qui, en réalité, résiste aux transformations générales du secteur agricole et à leur orchestration par l'État. De nombreuses circonstances entravent ainsi les mécanismes du marché. Des biens ou des services échappent à la régulation des prix, soit parce qu'ils relèvent d'une économie domestique (autofourniture de moyens de production, bricolage et autoconsommation), soit parce qu'ils transitent selon des réseaux de relations sociales (de parenté, de voisinage, de solidarité ou de clientélisme), et relèvent d'un modèle de réciprocité, soit enfin parce qu'ils sont écoulés selon des circuits privilégiés et relèvent d'une économie occulte (ventes directes, travail au noir, etc.). J'en ai déduit, avec quelques collègues, que ceux qui se désignaient eux-mêmes comme des « paysans » (et non comme des exploitants agricoles) opposent au quadrillage de plus en plus serré de leur activité, par le dispositif étatico-professionnel qui gère la politique agricole et distribue les aides sélectives, une multitude de tactiques individuelles, qui leur permettent de préserver une part d'identité sociale, d'autonomie et d'intérêts matériels. Adaptations de pratiques anciennes, détournements de techniques nouvelles, adoptions de systèmes de production souples et opportunistes, cueillettes commerciales (myrtilles lichen, champignons), petits boulots, services échangés ou rémunérés, expédients et bricolages font dévier la majeure partie des paysans montagnards — et surtout les plus

<sup>2</sup> Département économie et sociologie rurales de l'Inra.

marginalisés d'entre eux — des itinéraires imposés par l'évolution du système de prix et/ou suggérés par l'encadrement institutionnel. Ces innovations périphériques et ces tactiques de résistance ont été au cœur du débat qui s'est développé au début des années 1980 sur la diversification des modèles de développement.

#### EN PARALLÈLE À VOTRE ACTIVITÉ DE RECHERCHE, C'EST AUSSI VOTRE SITUATION PLUS PERSONNELLE QUI ÉVOLUE DANS LES ANNÉES 1970 ?

Sur le plan personnel, il y a la naissance de mes deux filles, l'une en 1970 et l'autre en 1973. Il aurait fallu que nous changions d'appartement et même que nous achetions une maison avec jardin aux alentours. Nous nous sommes alors rendu compte, mon épouse et moi, que nous ne souhaitions pas vivre jusqu'à la retraite à Clermont !

En 1974, j'ai passé le concours de chargé de recherche mais je n'ai pas été reçu. Mazoyer, qui était alors chef de département ESR m'avait dit : « *Tu te présentes comme chargé de recherche, mais tu n'as que de la littérature grise, il faut que tu écrives des articles* ». Alors je m'y suis mis, j'ai écrit deux articles. Finalement, la rédaction d'articles à la place de la littérature grise à laquelle j'étais habitué m'a stimulé et plu. J'ai réussi mon concours en 1975.

Quand nous avons décidé de quitter Clermont, en 1977, je suis allé revoir Mazoyer qui n'était plus chef de département et s'occupait à plein temps de la chaire d'agriculture comparée de l'Agro. Il était d'accord pour me reprendre dans le laboratoire associé à la chaire. J'en parle à Liénard qui me dit comprendre mon point de vue et avoir toujours pensé que je ne resterais pas, isolé comme je l'étais, dans son laboratoire.

C'est là qu'intervient Noël Decourt. L'année précédente, il avait été nommé responsable de la station forêt-environnement à Orléans. Il y a dans cette station un laboratoire avec des forestiers et quatre chercheurs ESR : André Brun (économiste), Bernard Kalaora (sociologue), Denis Poupardin (économiste mais virant vers la sociologie), et Olivier Nougarede. Je ne sais pas comment, mais Decourt et Mazoyer se



connaissaient bien, et Decourt lui dit que si j'en suis d'accord il voudrait me récupérer, en raison de mes travaux sur le reboisement en Millevaches. Il me convoque donc et me propose d'aller à Orléans. Je le trouve très sympathique, on s'entend bien. Je dis : « *Oui, mais j'ai un problème* — il n'y avait pas d'auto-route à l'époque —, *ma femme sera encore à Clermont pour quelques années, il faudrait peut-être que j'habite à Paris. Parce que faire Clermont-Orléans, ce n'est pas possible* ». Une intervention de Noël Decourt auprès de Jacques Poly (qui dirigeait alors l'Inra), et j'ai obtenu l'autorisation de rester à Paris. Ainsi, Decourt n'a pas imposé aux autres Parisiens, Kalaora, Nougarède et Poupardin, de venir habiter à Orléans.

### EN SEPTEMBRE 1977, VOUS ÊTES AFFECTÉ À LA STATION PLURIDISCIPLINAIRE D'ORLÉANS. VOULEZ-VOUS NOUS EN PARLER ?

En 1977, je rejoins donc le laboratoire d'économie et de sociologie rurales dirigé par André Brun, au sein de la station forêt-environnement d'Orléans. Donc de 1977 à 1984 mon épouse a fait Paris-Clermont, et moi Paris-Orléans, mais pas les mêmes jours. J'allais à Orléans environ une fois par semaine. Nous avons formé une bonne équipe Poupardin, Kalaora, Nougarède et moi-même. On nous avait appelé la « bande des quatre ». J'ai gardé un souvenir épanoui de cette période orléanaise. Nous travaillions beaucoup à Paris. Nous avons de longues et sérieuses discussions avec Brun et Decourt et de bonnes relations avec les autres membres du laboratoire de sciences forestières. Autre avantage, Decourt était très proche de la DGRST. Ensuite il a été un des responsables du PIREN<sup>3</sup>, et quand il a quitté la direction de la station (en 1982), il est allé au ministère de la Recherche où il s'occupait du financement des recherches agronomiques. Donc sur le plan financier, pas de problème : nous arrivions à élaborer des projets de recherche et ils étaient toujours financés. Cela avait des avantages. Bref, si nous avons beaucoup travaillé

<sup>3</sup> Programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement.

dans ce laboratoire, je dois avouer aussi que nous nous amusions bien à Orléans.

### À ORLÉANS, VOUS VOUS RETROUVEZ AVEC DES CHERCHEURS EN SCIENCES SOCIALES QUI SONT DES SPÉCIALISTES DE LA FORÊT. QUELLE ORIENTATION PRENNENT VOS RECHERCHES ?

Tout en poursuivant mes travaux sur les systèmes agraires montagnards, d'abord en Margeride avec Nougarède puis sur l'Aigoual avec Nougarède et Poupardin, j'ai engagé, avec tous mes collègues, un ensemble de recherches concernant :

1) L'insertion de la forêt dans les systèmes agraires. C'est en comparant nos monographies respectives et à partir d'une vaste bibliographie que nous avons développé les mécanismes de la dissociation des activités forestières et agricoles. À la lutte des forestiers contre les droits d'usage, s'est combiné le remplacement des systèmes agropastoraux (céréales et moutons) par une petite production marchande herbagère et d'élevage bovin. Nous avons beaucoup écrit sur ce thème et sur les débats qui ont traversé l'administration forestière au sujet du reboisement des montagnes (1860) puis de la restauration des terrains de montagne (RTM—1881) : fallait-il s'en tenir à une étatisation des sols à reboiser ou aider les montagnards à développer des systèmes de polyculture-élevage n'ayant plus besoin de conduire les moutons sur les pentes et en sous-bois ?

2) L'histoire de la foresterie française et de la politique forestière. Ce travail a exigé, après avoir lu nombre d'ouvrages et de thèses soutenues par des forestiers et consulté les numéros de la *Revue forestière française*, à nous déprendre de l'histoire administrato-juridique de l'administration forestière. Dans le prolongement de ces deux premiers thèmes, j'ai entrepris à la fin de la période orléanaise un ensemble d'investigations et d'enquêtes sur la RTM et ses évolutions récentes.

3) Les usages et représentations de la forêt et, par voie de conséquence, les conflits d'usage et les conflits d'image. C'est dans ce cadre que j'ai particulièrement étudié le grand discours des bienfaits de la forêt et des méfaits du

déboisement qui a mobilisé les forestiers (mais aussi des ingénieurs des Ponts) tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, justifiant d'ailleurs les lois sur le reboisement des montagnes et de la RTM. J'ai particulièrement étudié la rhétorique de ces forestiers et tenté d'en expliquer les raisons (d'où un article auquel je tiens paru dans *Recherches* : « L'emphase forestière : adresse à l'État », n° 45, 1981). Ce discours qui marque d'ailleurs une transition entre l'économie naturelle de Linné et les balbutiements de l'écologie, devait servir d'alerte afin de convaincre les pouvoirs publics de se débarrasser des droits d'usage dont disposaient les riverains des massifs et son caractère catastrophiste était aussi lié à un souci pédagogique. Pour sa part Kalaora s'est surtout appliqué à étudier les thèses et l'action des forestiers qui furent les disciples de Frédéric Le Play et n'en appelaient pas à des mesures coercitives. Mais c'est aussi dans le prolongement de ces travaux sur les représentations et usages de la forêt, que j'ai décidé de rassembler toutes mes notes d'entretien et de faire une enquête spécifique sur les cueillettes et les conflits de cueillettes en Margeride avec Martin de la Soudière.

### L'ARRIVÉE DE LA GAUCHE AU POUVOIR EN 1981 VOUS CONCERNE-T-ELLE DIRECTEMENT ? Y ÊTES-VOUS IMPLIQUÉ ? COMMENT VOYEZ-VOUS CE QUI SE PASSE DANS LE CERCLE DES CHERCHEURS DE GAUCHE DU DÉPARTEMENT ESR ?

À partir de 1981, j'ai recommencé à faire un peu d'enseignement. Henri Nallet et Claude Servolin avaient un séminaire en sociologie à Nanterre. En 1981, Nallet part à l'Élysée comme conseiller du président de la République. Servolin me demande en 1982 de remplacer Nallet et donc de partager son séminaire de DEA dans le cycle de sociologie rurale de l'université de Paris X-Nanterre (nous nous y impliquerons jusqu'en 1992, date où Servolin est entré au conseil de Nallet devenu garde des Sceaux). Michel Gervais, avec qui il était très lié, est parti à la DGER<sup>4</sup> au ministère de l'Agriculture. D'autres

<sup>4</sup> Direction générale de l'enseignement et de la recherche.

chercheurs du département ont aussi été happés par la politique : François Colson, Pierre Coulomb, Bernard Wolfer, etc.

Servolin est donc resté seul pendant dix ans au département. Grand bourgeois, Servolin fait partie de ces gens qui considèrent que vous lui convenez si vous faites partie de sa bonne société, alors il est absolument charmant. Si c'est quelqu'un qui n'est pas digne d'en être, il peut être extrêmement caustique. Il pouvait dire des choses tout à fait humiliantes avec un humour glaçant. Je sais qu'il y a des gens qu'il a humiliés, je pense en particulier à Jean Cranney (mais pas seulement). Quand Cranney a été nommé chef de département ESR, en 1983, il a mis à l'écart et marginalisé tous ceux qui étaient restés fidèles à Servolin.

Je fais donc des cours à Nanterre chez Marcel Jolivet. Si je suis bien intégré à l'équipe, je ne vais toutefois pas m'engager comme mes collègues de Nanterre et nombre de collègues d'ESR dans les États généraux du développement agricole. Je suis le mouvement, participe à quelques ateliers de réflexion, mais je garde mon quant à soi (sans doute une certaine méfiance vis-à-vis du parti socialiste).

**EN 1984, VOUS MIGREZ AU LABORATOIRE INRA DE RUNGIS, QUI NE SE SITUE EN RIEN DANS VOS DOMAINES DE RECHERCHE. COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ?**

À partir des années 1980 et des Assises de la recherche, la pression pour publier est devenue très forte. À Orléans, on a beaucoup produit de documents, de littérature grise. Écrire des articles dans des revues à comité de lecture n'a pas posé de problème à Kalaora. Je me suis senti plus à l'aise dans la forme brève que dans la rédaction de gros rapports scientifiques. Alors que Poupardin n'a jamais pu vraiment s'y mettre. Pourtant il écrivait très bien ! Il avait du style ! Et Olivier Nougarede a éprouvé les mêmes difficultés. Ils n'ont pas pu prendre le tournant académique de l'Inra, et c'est dommage parce que c'étaient de bons chercheurs qui avaient plein d'idées.

Nous nous plaisions à Orléans. Mais il se trouve qu'en 1984, André Brun nous a dit qu'il en avait assez de diriger une équipe de personnes qui n'étaient jamais là. Je comprends : ce n'était pas idéal pour lui. Il avait l'ambition de venir beaucoup plus souvent à Paris pour travailler à ce qui va être son œuvre : *Le grand atlas de la France rurale*.

En 1984, il fallait donc qu'on revienne à Paris. J'étais allé deux ou trois fois à la station d'économie et de sociologie rurales au passage Tenaille, que je trouvais absolument sinistre. À ce moment-là, s'ouvre une possibilité : pourquoi n'entrerait-on pas à l'EHESS ? Ce fut un ami de Cranney, Yves Duroux (celui qui m'avait embauché pour faire des cours à Vincennes), qui me l'avait proposé. L'idée était dans l'air, mais finalement il fallait attendre, et rien n'était sûr. Un jour, Brun demande à Cranney de venir à Orléans pour l'avertir qu'il voulait dissoudre le laboratoire. Nous en avons discuté et je me souviens encore de la réponse de Cranney : « *Cela va être difficile, il n'y a pas de place passage Tenaille, mais à Rungis il y a de la place* ».

C'est Cranney qui a négocié directement notre transfert dans ce laboratoire étonnant de Rungis — un grand bâtiment à l'intérieur du MIN<sup>5</sup>. Il avait pris la suite de l'Omnium de Rungis, créé par Joseph Le Bihan et dissout par l'Inra vers 1975. L'Inra avait demandé à Le Bihan d'aller voir ailleurs. C'est Mazoyer qui en avait pris la décision et laissé à son successeur (Jean-Claude Tirel) le soin de s'en occuper. Je crois que Le Bihan avait trop pratiqué des circuits de cavalerie, c'est-à-dire qu'il prenait un contrat pour pouvoir financer les travaux qu'il avait en cours. Cela m'a d'ailleurs beaucoup appris parce que je dois avouer qu'après, j'ai eu la tendance inverse, c'est-à-dire de vendre au bailleur de fonds un travail que j'avais déjà fait, tout du moins en grande partie. Bon, on ruse comme on veut ! Comme on peut ! Cela me permettait d'avoir une grande liberté de choix de mes sujets de recherche et de n'être pas toujours à la recherche de financement sur projet.

<sup>5</sup> Marché d'intérêt national.

La « bande des quatre » se retrouve dans ce laboratoire, qui n'était pas facile d'accès. Le problème est qu'à l'Omnium certains sont partis dans le privé et d'autres ont été récupérés par l'Inra, proportionnellement plus d'administratifs que de chercheurs d'ailleurs. Il y a un bloc de gens, nostalgiques de la grande époque qui n'ont pas compris pourquoi on a abandonné l'Omnium, qui vivent un peu entre eux. Il y eut d'abord une sourde opposition à notre égard de ceux qui restaient dans la nostalgie de l'Omnium. En revanche, on était bien accepté par les nouveaux, Pierre Combris, Jacques Gallezot et Patrick Persuy (qui ensuite a fait l'ENA).

Donc nous sommes restés à Rungis. Ce fut d'ailleurs plutôt agréable ! Il y a de la place à Rungis et du personnel d'accompagnement de la recherche à profusion : à un moment donné, nous avons eu deux secrétaires pour nous quatre ! Nous poursuivions nos travaux entrepris à Orléans et comme cela ne passionnait pas nos collègues, ils nous laissaient une paix royale. En participant aux festivités (il y avait souvent des midis de raclette) et aux tournois de ping-pong, on a fini par être intégré.

**À PARTIR DE VOTRE ARRIVÉE À RUNGIS, COMMENT VOTRE CARRIÈRE ÉVOLUE-T-ELLE ET QUELLES SONT VOS ORIENTATIONS DE RECHERCHE ?**

C'est à cette époque que je me suis présenté pour la première fois au concours de directeur de recherche de 2<sup>e</sup> classe (DR2). J'avais déjà sorti un livre avec Martin de la Soudière : *Cueillir la montagne* — qui s'était fort bien vendu (il y a eu deux éditions et une troisième bien plus tard et allégée parue en 2010 à Ibis Press.) En tout cas, j'avais décidé de ne pas me présenter au concours de DR tant que Poupardin n'était pas devenu DR. Je me suis donc présenté en 1986. À partir de ce moment-là, je publie beaucoup. Mais entretemps, Cranney avait appris que je faisais un séminaire avec Servolin et, du jour au lendemain, il a cessé de me parler ! Donc je n'étais plus très bien vu. Il faut dire aussi qu'un livre sur la cueillette ne faisait pas très sérieux au département !

À la fin des années 1980, le directeur du département (Claude Viau) nous

demande de participer à la mise en place d'une unité de recherche sur l'environnement. C'est alors que j'ai pensé sortir des bois et de l'étude des usages et représentations de la forêt. D'où l'idée d'élargir mes préoccupations à l'histoire de la protection de la nature, aux débats dont elle est l'objet et aux conflits qu'elle suscite. Par chance j'étais membre du Conseil national de protection de la nature (CNPN) depuis 1986, et ce conseil, de ce point de vue, constituait un bon poste d'observation.

Ma première hypothèse a été de traiter la protection de la nature comme un (relativement) nouvel usage et les protecteurs de la nature comme de (relativement) nouveaux usagers. Cette hypothèse n'a pas été sans vertu. Le travail de synthèse sur l'histoire des usages de la forêt, m'avait convaincu que les conflits d'usage avaient toujours été des « conflits de légitimité », et non des « conflits d'intérêt ». En cas d'incompatibilité entre deux usages, ou de simple perturbation de l'exercice d'une pratique par une autre, chaque usager est convaincu que seule sa pratique est légitime, comme seule est justifiée la représentation qu'il se fait de la forêt. On n'est pas dans une logique du « donnant-donnant » et de la transaction, mais dans celle de l'exclusive. Or c'est bien ce que j'ai constaté dans les conflits relatifs à la protection de la nature. Mais l'hypothèse s'est avérée insuffisante. Je me suis aussi rendu compte que ces conflits mettaient en jeu des conceptions de la nature et des valeurs (morales ou esthétiques).

Ainsi, ce qui structurait, sur l'Aigoual, le débat entre l'Office national des forêts et le parc national des Cévennes (au-delà des inévitables conflits de compétence), m'a semblé moins être l'antagonisme entre les objectifs économiques (qui seraient ceux de l'ONF) et les objectifs écologiques (qui seraient l'apanage du parc), que l'opposition de deux conceptions savantes de la nature. Il s'agissait de savoir ce que serait le *climax* de l'Aigoual. Cette forêt naturelle, qui s'installerait au bout de quelques siècles, si toute intervention humaine venait à disparaître, serait-elle une hêtraie dense, impénétrable, monotone, pauvre en flore et en faune et ne pouvant se régénérer que par

catastrophes (ouragans, incendies, invasions parasitaires), comme l'affirmaient les forestiers ? Serait-elle, à l'inverse, cette mosaïque d'associations végétales, métastable plutôt que stable, offrant un paysage ouvert à une faune variée, que décrivaient les écologistes du parc ? Or, pour les forestiers comme pour les écologistes, le *climax* est ce vers quoi tend la nature. Il donne un sens à la dynamique des écosystèmes. Ayant ainsi des représentations opposées de ce que serait ce *climax*, forestiers et écologistes portent des appréciations divergentes sur la sylviculture. Pour les premiers, elle produit, certes, du bois, mais aussi la diversité de la flore et de la faune ; pour les seconds, toute coupe est un traumatisme, et la sylviculture appauvrit le milieu, en homogénéisant le peuplement à des fins productives. Le débat ne porte pas sur des valeurs, puisque les uns et les autres reconnaissent une valeur à la diversité de la flore et de la faune, mais bien sur la question de savoir si, sous nos climats, le *climax* correspondrait ou non au maximum de diversité biologique. Une analyse épistémologique de ces discours, m'a conduit à remettre en cause la notion même de *climax* et à découvrir dans la littérature scientifique que l'écologie était en train de se déprendre de l'écologie classique (celle des frères Odum dont le *Fundamental of ecology* a été depuis les années 1950 la bible de l'écologie systémique) et qu'émergeait une écologie des perturbations qui n'était plus focalisée sur les équilibres de la nature. Dans une écologie des perturbations, il ne saurait y avoir de *climax* prévisible.

### QUELLES ONT ÉTÉ VOS ACTIVITÉS DE VALORISATION PENDANT CETTE PÉRIODE ?

Je n'ai jamais négligé la vulgarisation et suis convaincu que la nécessité de s'exprimer en langage commun oblige le chercheur à faire un travail de clarification théorique : on ne peut plus se retrancher derrière un jargon, et il faut donc que l'argumentation soit compréhensible par tout lecteur. C'est ainsi qu'avec Olivier Nougarede, nous avons contribué à deux revues professionnelles concernant les forêts : *Sylva* et *Arbre actuel*.

Enfin, de 1986 à 1994, j'ai été membre du Conseil national de protection de la nature. Ce fut une expérience enrichissante et un bon poste d'observation des controverses et des conflits concernant la protection des espèces menacées et celle des espaces « remarquables ».

### EN 1990, LE DÉPARTEMENT ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES RÉUNIT PLUSIEURS LABORATOIRES SUR LE SITE D'IVRY-SUR-SEINE. COMMENT CELA SE PASSE-T-IL ?

La direction du département ESR voulait débarrasser le passage Tenaillé et vendre Rungis, pour acheter à Ivry. Ivry est construit et s'ouvre la période de l'organisation. Après de nombreuses et interminables réunions, certains des nostalgiques de l'Omnium vont former un groupe à part (dont François Nicolas prendra la direction). Pierre Combris rejoint le laboratoire dirigé par Claude Grignon sur l'économie et la sociologie de la consommation. Il y a un laboratoire de politique agricole dirigé par Pierre Bartoli, puis un laboratoire, HEDM<sup>6</sup>, avec des historiens dont Gilles Postel-Vinay et Serge Aberdam, mais aussi des économistes.

Nous sommes sollicités pour participer à la création d'une unité de recherche sur l'environnement (ETS-Environnement, techniques, sociétés). Poupardin, qui est alors le seul directeur de recherche disponible, est nommé directeur. Je suis donc affecté à cette unité. Entretemps, en 1987 ou 1988, Kalaora est parti au ministère de l'Écologie dans un service qui gère les crédits de recherche du ministère en Sciences sociales (il sera ensuite, conseiller scientifique au Conservatoire du littoral mais comme l'Inra refuse sa mise à disposition, il aboutira théoriquement à STEPE (j'en reparlerai), sans y participer vraiment, sinon par ses publications).

Poupardin reste une seule année comme directeur du laboratoire. Diriger ETS, dans le climat social délétère d'Ivry, l'avait plongé dans une sorte de dépression. Il prend alors une année sabbatique pour enseigner les maths. Il fait un stage de préparation, et quand le stage s'est terminé,

<sup>6</sup> Histoire, économie du développement et macroéconomie.

on l'a envoyé — il habitait le sud de Paris — dans l'extrême nord, en Seine-Saint-Denis.

Il faut dire que j'ai été surpris de la violence des relations entre les chercheurs d'Ivry. Le climat général est détestable ! Il y a des camps, sans que j'en connaisse l'histoire. Cela vient sans doute de guerres intestines anciennes ! Il faut reconnaître que Claude Grignon est quelqu'un au caractère assez rude et avec un mépris affiché pour tous ceux qu'il n'estime pas. Les chercheurs d'ETS, pour lui, mais aussi pour Postel-Vinay, c'est un ramassis de vilains petits canards.

### EN 1991, VOUS SUCCÉDEZ À POUPARDIN COMME DIRECTEUR D'UNE UNITÉ PARTICULIÈREMENT HÉTÉROGÈNE.

En 1991, je réussis le concours de DR2. La même année, je prends la direction de l'unité ETS qui, venant d'absorber quelques chercheurs d'une unité dissoute (l'unité politique agricole), devient STEPE (Environnement, sociétés, techniques et politiques économiques). Le passage de chargé à directeur de 2<sup>e</sup> classe se remarque. On peut plus facilement s'affirmer quand on est directeur.

Qu'est-ce que STEPE ? Au fond, pour Cranney et Viau, mais aussi pour Jean Cavailhès qui leur succèdera, STEPE était conçu comme un lieu où l'on mettait les personnes dont on ne savait pas quoi faire, donc des personnes marginales ou qui avaient été marginalisées. Ils nous ont demandé de nous centrer sur l'environnement, mais ce n'était pas sérieux. En fait, j'ai toujours pensé que, pour nos dirigeants, l'environnement, à cette époque, c'était la poubelle. Donc dans STEPE (qui succède à ETS) on a mis tout et n'importe qui. Ce qui veut dire aussi qu'il y avait des personnes à STEPE qui publiaient beaucoup et bien, mais sur nombre d'autres thèmes que l'environnement, et d'autres dont je me demande encore à quoi ils occupaient leurs journées. Comment élaborer un projet scientifique avec une telle hétérogénéité ?

Il y avait aussi entre les gens de STEPE des rapports qui s'étaient rigidifiés dans le temps. On peut l'analyser à partir de la conjecture de von Foerster — à savoir

que si un système est totalement rigide, quand on est à l'intérieur du système, on est incapable de comprendre comment il fonctionne. Alors que son fonctionnement est très prévisible pour qui en est extérieur, on est incapable de comprendre où l'on va et l'on suit son itinéraire comme un destin. Les collègues entretenaient entre eux des rapports tellement rigides, qu'ils se sont avérés incapables de sortir parmi eux quelqu'un qui pouvait diriger l'unité. La preuve c'est qu'ils ont applaudi Poupardin, ils m'ont poussé pour que je prenne la relève et plus tard, lorsque j'ai trouvé deux successeurs, ils ont pensé à Bernard Wolfer, qui avait fait carrière dix ans dans la politique et venait donc d'ailleurs.

Je me retrouve donc avec des chercheurs qui sont marginalisés pour certains, tout simplement parce qu'ils avaient été très proches de Servolin. D'autres l'ont été parce qu'ils sont sociologues, proches de Pierre Bourdieu ou de Marcel Jollivet. Grignon ne supportait pas les bourdieusiens et n'avait que mépris pour les sociologues de Nanterre. Donc il a systématiquement barré leur promotion. Et j'ai hérité de sociologues qui ne travaillaient pas forcément sur l'environnement, loin de là. Il y avait Patrick Champagne et Jacques Rémy, fort bien connus mais ennemis personnels de Claude Grignon, etc. Certains n'étaient pas marginalisés et s'en sortaient assez bien, mais ils étaient marginaux parce qu'ils s'intéressaient à l'environnement. Il y avait aussi des chercheurs peu productifs en termes de publications dans des revues à comité de lecture. Et il y avait enfin ceux qui ne produisaient rien. Ils étaient tous rassemblés « au fond du couloir ». J'ai enfin appris progressivement que STEPE avait rassemblé un assez grand nombre de personnes qui étaient encore en analyse.

Il y a le suicide de Bartoli, directeur de l'unité de politique agricole. L'unité éclate à ce moment-là. Certains sont allés chez Postel-Vinay. Et moi, j'ai récupéré Jean-Marc Boussard, qui est ingérable, hyper individualiste mais très sympathique. Comme il a un comportement administratif erratique, il faut avoir le sens de l'humour pour le gérer ! Par ailleurs, c'est un très bon

économiste, un économètre très pointu. Je crois même que c'était le seul de l'Inra qui avait eu un prix d'économie aux États-Unis. Simplement, il ne s'entendait pas très bien avec les autres économètres et encore moins avec des personnes comme Cranney, Viau ou Cavailhès qui étaient d'anciens marxistes ou trotskistes reconvertis, avec autant de dogmatisme, à l'économie classique néolibérale. Très souvent dans ses travaux, il montrait que spontanément le marché des produits agricoles n'est pas autorégulé. Il n'avait jamais été marxiste, c'était à partir de ses principes d'économie. Donc il n'était pas très apprécié. Je récupère donc Boussard et sa secrétaire. Ensuite, je récupère Wolfer, quand la droite reprend le pouvoir, en 1993, alors qu'il avait un poste à l'Office des fruits et légumes. Un peu plus tard, Kalaora puis Riedacker sont venus à STEPE.

Quand Denis Poupardin est revenu en 1992, il ne savait pas trop quoi faire. Avec lui, nous allons voir Bernard Chevassus-au-Louis, en 1993. Généralement je n'avais pas d'atomes crochus avec les responsables de l'Inra, mais là, j'en ai eu avec Bernard Chevassus-au-Louis. On a trouvé collectivement ce que Poupardin pouvait faire de bien : faire une enquête sur les archives de l'Inra, une sorte de pré-étude pour la mise en place d'un service d'archives à l'Inra. Qu'il ferait un rapport qui serait très bien lu parce qu'il l'écrirait très bien, et qu'il ne serait plus soumis à la pression de publication. Poupardin avait l'habitude, il savait comment traiter des archives, ce qu'il avait fait dans le Briançonnais, puis sur le parc des Cévennes, sur l'Aigoual. Donc il s'est lancé dans l'aventure et par la suite s'est engagé dans le recueil de témoignages oraux des anciens de l'Inra et dans la publication d'*Archorales*.

Quand j'ai pris la direction, j'avais dit en réunion : « *Allez, accrochez-vous les gars ! On s'envole ! Donc des projets.* » Certains ont suivi et cela a bien fonctionné ; d'autres n'ont pas suivi. Il y a aussi Christian Nicourt qui, après une période de turbulence, est devenu l'un des ingénieurs les plus productifs et imaginatifs de l'unité.

Si tous les chercheurs de STEPE portaient un intérêt à la ruralité, à l'espace

rural et à l'environnement, il s'agissait aussi de chercheurs chevronnés, parfois reconnus dans leur domaine, à qui il était illusoire de demander une reconversion thématique. Je me serais volontiers contenté d'imposer en interne un respect mutuel (tâche non négligeable avec des sociologues adhérents à différentes tribus en conflit) et d'inviter mes collègues à adopter une politique de publications correspondant aux critères d'évaluation en cours. C'est à l'occasion de l'évaluation collective de l'unité, que nous avons préparée dès 1994, que mes collègues m'ont convaincu d'avoir des ambitions plus vastes. Il s'agissait de faire un atout de nos différentes démarches et compétences et, tout en laissant à chacun un « jardin secret » — plus ou moins vaste — d'assumer la construction d'un programme de recherche collectif. Cette élaboration fut certes longue, mais elle a conduit plusieurs collègues à infléchir sérieusement leur thématique et leur problématique. Quelques années plus tard, des chercheurs de l'unité étudiaient le tournant environnemental des politiques agricoles, quand d'autres analysaient la construction sociale des risques technologiques, ou les dispositifs nouveaux de la protection de la nature (la directive habitats en particulier).

#### FIN 1994, EST NOMMÉ UN NOUVEAU CHEF AU DÉPARTEMENT ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES. QU'EST-CE QUE CELA CHANGE POUR L'UNITÉ STEPE ?

C'est Jean Cavailhès qui prend la succession de Claude Viau. Si à la différence de ses deux prédécesseurs Cavailhès a un dossier académique bien plus fourni que les leurs, tous trois se sont convertis au tournant académique de l'Inra avec d'autant plus de conviction qu'ils n'ont pas eu besoin de le prendre pour devenir Directeur de recherches. Cavailhès est, comme eux, un converti à l'économie néo-classique. Il fut jadis trotskiste : et il est resté aussi dogmatique et bureaucrate qu'à l'époque où il l'était. Mais il est un bureaucrate sérieux. Par exemple, il avait réuni tout un aréopage d'experts pour dresser une liste des revues et des ouvrages qui doivent être pris en compte dans l'évaluation collective des unités. Et il avait composé la commission



© INRA/Adas Ivry

Inra Ivry-sur-Seine, décembre 1995, fête de Noël organisée par l'Association pour le Développement des Activités Sociales (ADAS) de l'Inra pour ses personnels et leurs enfants. Olivier Nougarede (en chemise rouge) et, à sa gauche, Christian Nicourt, Thierry Albert, Danièle Touati, Serge Aberdam et Annick Ravaud.

d'évaluation de façon à ce que différentes opinions puissent s'exprimer. Fort bien ! Le problème est que le résultat des calculs effectués sur la base de la liste ne convient pas à ce que pense Cavailhès. Voici que STEPE, le vilain petit canard d'Ivry, a des indicateurs de publication au niveau des meilleures unités du département ! Ce fut inadmissible. Il en fut sans doute de même pour des unités plus ou moins dans la ligne. Il ne sera plus jamais question de cette liste qui a mobilisé plusieurs universitaires pendant de nombreuses réunions. De même a-t-il composé sérieusement les commissions d'évaluation des unités en faisant cas de la diversité des disciplines et en faisant en sorte que les ennemis déclarés de certains chercheurs n'y figurent pas. STEPE est donc évalué avec une commission de personnes de bonne renommée, représentant une pluralité de compétences et de points de vue. La composition de la commission est le seul point sur lequel je me suis trouvé d'accord avec lui au cours de ces années. Quant aux évaluateurs, ils ne nient pas (ils déplorent même) l'hétérogénéité de l'unité, mais ils en donnent une évaluation plutôt favorable. Ça aussi ce n'est pas franchement admissible. Cavailhès a remarqué que les bons résultats en termes de publications tiennent pratiquement à dix chercheurs, d'où l'idée de scinder l'unité en deux : une unité qui pourrait prétendre figurer parmi les unités d'élite, et l'autre rassemblant les non-productifs. Il suggère que la future unité d'élite s'installe à Orléans (où, depuis notre départ en 1984, il n'y a plus d'unité ESR) et que l'autre reste

à Ivry. On refuse bien sûr et je fais valoir à Cavailhès qu'ayant déjà déménagé cinq fois dans ma carrière il est exclu que je déménage une nouvelle fois, surtout pour retourner à Orléans (même si je m'y étais beaucoup plu). Il nous propose alors (je n'ai pas compris pourquoi) Versailles. Finalement, nous resterons tous à Ivry, mais « sous tutelle ». C'est-à-dire que je dois chaque trimestre faire un rapport d'activité au chef de département et écouter ses récriminations. C'est vrai que c'est un peu humiliant, mais c'est supportable, d'autant plus qu'en matière d'argumentation (et plus encore de rhétorique), je suis blindé.

#### SUR LE PLAN DE VOS RECHERCHES, LES ANNÉES 1990 SONT CELLES D'UN INVESTISSEMENT DANS UN NOUVEAU CHAMP DE RECHERCHE. VOULEZ-VOUS NOUS EN PARLER ?

Si j'ai abandonné mes travaux de terrain (pour ne les reprendre que très récemment), c'est certes parce que mes tâches de directeur d'unité m'interdisaient de longues absences, mais c'est aussi dans le prolongement des conclusions auxquelles j'étais parvenu en étudiant les controverses concernant la protection de la nature. Si je voulais progresser dans la compréhension de ces conflits, je devais m'interroger sur les conceptions de la nature en présence, et particulièrement sur leurs représentations scientifiques. Je devais aussi rechercher si l'on ne pouvait pas argumenter qu'il conviendrait de prendre en considération dans la nature, d'autres valeurs qu'instrumentales.

C'est en 1992 (à l'issue de mon analyse du conflit entre l'ONF et le parc des Cévennes) que j'ai décidé de cette nouvelle orientation de mes recherches. Ayant découvert la littérature (principalement américaine) concernant l'éthique environnementale, et les controverses qui traversaient cette communauté scientifique, je m'étais rendu compte qu'elle me permettait de décrypter les conflits de valeurs qui sous-tendaient les discussions du CNPN. J'ai donc consacré deux années à me familiariser avec ce champ, tout en poursuivant mes investigations sur l'histoire conceptuelle de l'écologie, et tout en préparant, avec Catherine Larrère et l'aide de Jean-Pierre Dupuy (qui dirigeait alors le CREA<sup>7</sup> de l'École polytechnique), un colloque international sur la crise environnementale (dont les actes ont été publiés aux Éditions de l'Inra). S'interrogeant sur la crise environnementale, ce colloque l'explora selon trois axes : normatif (éthique et juridique), épistémologique (réflexion sur l'écologie et la problématique environnementale) et politique (sans oublier la dimension utopique). C'est à partir de là que j'ai commencé à travailler avec mon épouse en éthique environnementale.

#### EN 1997, VOUS VOUS ENGAGEZ DANS UN TRAVAIL SUR L'ÉTHIQUE ANIMALE. DE QUOI S'AGIT-IL ?

En 1997, j'ai rédigé, avec Catherine Larrère, un article d'humeur dans le *Courrier de l'environnement de l'Inra*. C'était aussi un article programmatique, dont nous avons ensuite repris l'argumentation dans une revue internationale d'éthique. La thèse que nous y défendons est que les hommes et leurs animaux ont formé, depuis les premières domestications, des « communautés mixtes » qui fonctionnaient selon des règles implicites (d'où l'hypothèse d'un « contrat domestique »). Les formes contemporaines de l'élevage tendent à substituer une réification pratique des animaux, à ces « communautés mixtes » dans lesquelles hommes et animaux échangeaient des services, des affects et des informations. C'est cette rupture

<sup>7</sup> Centre de recherche en épistémologie appliquée.

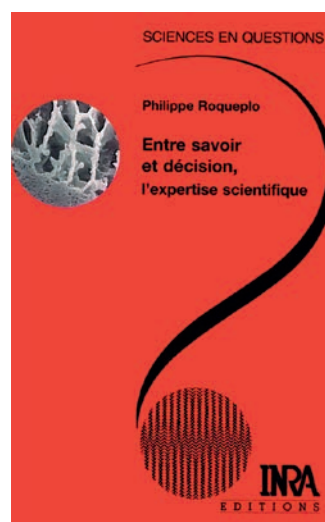
du « contrat domestique », qui est moralement problématique et justifierait le malaise social et les revendications concernant les formes industrielles de l'élevage.

J'ai d'autant plus continué dans ces investigations que STEPE a accueilli une philosophe, Florence Burgat qui avait été élue à l'Inra pour animer le COMEPR (Comité d'éthique et de précaution de l'Inra, mis en place par Guy Paillot). Florence Burgat avait déjà écrit des ouvrages et s'était spécialisée dans la défense de la cause animale. Afin qu'elle ne se retrouve pas seule à STEPE, j'ai poursuivi mes réflexions sur l'éthique des relations que les humains entretiennent avec les animaux. D'où des investigations sur l'instrumentalisation de ces êtres sensibles que sont les animaux dans (et par) l'expérimentation scientifique. J'ai participé, avec Florence Burgat à la mission (confiée à J.-P. Laplace et P. Sellier), sur l'expérimentation animale à l'Inra. J'y étais co-animateur, avec Isabelle Veissier, du groupe de travail sur les comités d'éthique. Cette mission m'a fourni les matériaux d'un article dans lequel, après avoir appliqué les différentes théories morales à l'expérimentation animale, j'ai tenté une analyse critique de l'éthique spontanée des chercheurs. Depuis lors, je me suis interrogé principalement sur les

manipulations génétiques opérées sur des animaux (transgénèse et clonage). Et dans le fil de cet itinéraire, je me suis retrouvé, une fois à la retraite, membre du Comité national de réflexion éthique sur l'expérimentation animale (CNREEA) et ai publié en 2019 un article « Expérimenter sur l'animal ? » dans la *Revue philosophique de France et de l'étranger*.

#### À LA MÊME ÉPOQUE, VOUS CONTRIBUEZ ACTIVEMENT À LA CRÉATION DE « SCIENCES EN QUESTIONS ». VOULEZ-VOUS NOUS PARLER DE LA GENÈSE ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE CE PROJET ?

Après la conférence-débat de Bruno Latour qu'avaient organisée en 1994 les responsables de la formation permanente et de la communication de l'Inra, il a été décidé (je ne sais comment) d'une part de reproduire ce style d'intervention et de l'autre de les publier aux Éditions de l'INRA. C'est alors qu'Etienne Landais qui apprécie mon écriture, m'a demandé de l'aider à faire ce travail d'édition et à diriger ces publications ... et donc la collection des ouvrages « Sciences en questions » qui s'en suivra. Je ne sais pas très bien comment s'est décidé de poursuivre au-delà de cette première conférence, mais j'ai ensuite très vite suggéré des orateurs – en passant par Pierre Champagne



En avril 1996, le groupe « Sciences en questions » de l'Inra invite Philippe Roqueplo à une conférence-débat, à Paris. Le texte est publié l'année suivante, en 1997, par les Éditions de l'INRA, dans la collection « Sciences en question » co-dirigée par Raphaël Larrère.



En novembre 2007 à Paris puis en janvier 2008 à Dijon, le groupe « Sciences en questions » de l'Inra organise une conférence-débat avec Philippe Descola. Raphaël Larrère contribue à la publication, en 2011, de l'intervention de l'anthropologue par les Éditions Quae.

pour solliciter Pierre Bourdieu<sup>8</sup>, et directement pour Philippe Roqueplo<sup>9</sup>.

J'ai par la suite (et encore aujourd'hui) mobilisé mes réseaux pour suggérer à mes collègues des conférenciers et conférencières. Mais, plutôt nul en matière administrative, je n'ai guère participé à l'organisation de ces conférences, pas plus qu'aux négociations avec la direction de l'Inra.

Cette activité éditoriale me tient particulièrement à cœur : l'objectif du groupe de travail Sciences en questions de l'Inra, est de favoriser la réflexion critique des acteurs de la recherche sur l'activité scientifique et ses implications. Nous organisons, aussi régulièrement que possible, des conférences et nous les publions dans la collection dont, après le départ d'Étienne Landais pour supagro de Montpellier, j'ai assuré la direction d'abord avec Françoise Lescurret, puis avec Catherine Donnars. Disons aussi qu'il s'agit d'une réussite éditoriale.

#### EN 1998, VOUS PENSEZ EN AVOIR FINI AVEC LA DIRECTION D'UNITÉ, MAIS CE N'EST PAS LE CAS.

Autant avouer que les plus mauvais souvenirs que j'ai de ma carrière à l'Inra, c'est quand j'étais directeur d'unité. Il faut dire que j'ai toujours été nul sur le plan administratif. Il n'y a pas eu de grand souci parce que je savais séduire les bailleurs de fonds, et je n'ai pas eu de problèmes de financement. De plus, quand on est directeur d'unité, les deux ou trois premières années, on apprend le métier et, s'il y a des choses que l'on n'a pas envie d'apprendre (comme les tâches administratives), on délègue. Ensuite arrive le moment où l'on s'en sort très bien, où ça va comme sur des roulettes. Et après, cela devient de la routine et plus c'est routinier plus c'est lourd à porter. À partir 1997, j'ai commencé à trouver que j'en avais assez de diriger cette unité. Il faut dire aussi que quand j'avais pris la direction du laboratoire, il me suffisait d'à peu près une demi-journée pour régler les affaires

courantes, pour répondre au courrier et aux demandes de l'administration. Et disons une journée en plus pour laisser des personnes du laboratoire me raconter leurs histoires et problèmes. Le reste du temps j'étais libre et je pouvais travailler et écrire.

Or il y a eu une sorte de bureaucratisation de la recherche dans le cours des années 1990, et à tous les niveaux. En plus des tâches administratives de plus en plus contraignantes, il a fallu faire face à une épidémie d'évaluations. Se faire évaluer (évaluations d'unités, évaluations des chercheurs et ingénieurs, évaluation des projets de recherche) et évaluer les autres (unités, chercheurs, projets) m'ont pris de plus en plus de temps, d'autant plus que j'avais eu la mauvaise idée (cela m'a ennuyé) de me faire élire à l'instance qui tous les ans évalue la moitié des chercheurs du département. Et comme pour charger la barque, j'avais accepté d'être remplaçant élu au conseil scientifique de l'Inra. Mais comme le titulaire (François Casabianca) était à Corte et pratiquement jamais disponible, je le remplaçais dans les réunions et un groupe de travail.

Hervé Guyomard a remplacé Jean Cavailhès. Il m'avait dit qu'en tant que citoyen, il appréciait ce que j'écrivais mais qu'il ne savait pas si c'était vraiment scientifique. Cela ne m'avait pas vexé et je m'entendais plutôt bien avec lui. Je lui ai demandé de chercher quelqu'un d'autre à la direction de STEPE, car j'avais besoin de changer. Résultat, il me charge la barque encore plus. Une autre unité d'Ivry (HEDM) éclate : Postel-Vinay part avec « les meilleurs » à l'ENS (boulevard Jourdan à Paris) former une unité d'excellence, le laboratoire d'économie appliquée (LEA).

Sur ordre de Guyomard, STEPE récupère ceux d'HEDM qui ont de bonnes raisons (liées à leur domicile) de ne pas partir d'Ivry et ceux qui n'ont pas été jugés dignes d'aller à l'ENS. Le chef de département me donne pour mission de bâtir un projet pour cette unité, que sa décision rend de plus en plus hétérogène. L'exercice de synthèse ne me convient guère, ce qui me décide vraiment à chercher un ou deux successeurs.

Peu après, je récupère Claire Maris, qui travaillait avec Pierre-Benoît Joly et que l'on ne savait pas où mettre. Bon cela allait plutôt dans le sens du vague projet

que nous avons élaboré lors de la première évaluation. Finalement on finit par récupérer aussi, pour des raisons que j'ignore, Pierre-Benoît Joly. Lavait des idées et de l'ambition. C'était (et il est toujours) un bon entrepreneur de science (ce que je n'ai jamais su être). Je me suis dit que ce serait bien qu'il prenne ma succession. Je lui ai proposé, il en a été d'accord mais m'a dit aussi qu'il n'était pas fou, et qu'il ne prendrait la direction que de la partie de STEPE qui lui convenait. Il a donc fallu chercher un successeur potentiel pour l'autre partie de STEPE. Impossible de le trouver en interne, mais Wolfer qui avait rejoint l'unité accepte et se fait accepter. Dès 2000, je cesse de vraiment m'occuper de STEPE, les deux laboratoires sont en pratique séparés après que mes deux successeurs aient fait de l'ordre dans les comptes, et officiellement ne je suis pas encore libéré et cela va prendre du temps ! C'est-à-dire que pendant un moment, les deux équipes fonctionnent indépendamment, mais au sein de l'unité STEPE dont je suis encore théoriquement directeur. Guyomard a accepté de repousser l'évaluation collective et a fini par nommer mes successeurs : Bernard Wolfer à la direction de MONA<sup>10</sup> et Pierre-Benoît Joly à celle de TSV<sup>11</sup>. Mais il est vrai que pour convaincre la direction du département de se passer de moi j'ai fait une sorte de grève administrative : dès que je recevais un papier de l'administration, il passait à la poubelle. Je ne le regardais même pas et ne le passais pas à mes successeurs potentiels. J'en recevais un deuxième, la poubelle ! Je ne répondais qu'au troisième rappel, me disant qu'il fallait peut-être quand même faire quelque chose.

Libéré du joug de la direction je me suis retrouvé chez Pierre-Benoît à TSV. Parce qu'il habite Pau, Pierre-Benoît pouvait difficilement gérer seul l'unité, mais d'autres collègues l'ayant aidé, cela fonctionnait très bien. Et à TSV, au

<sup>10</sup> Je crois que la dénomination MONA ne signifie rien. Les collègues avaient trouvé que TSV faisait un rien TGV, alors pour se distinguer et affirmer qu'ils faisaient preuve d'humilité ils ont choisi le nom d'une des trains RER qui s'arrêtent à Ivry (il y a ROMI et MONA).

<sup>11</sup> Transformations Sociales et Politiques liées au Vivant.

<sup>8</sup> NDLR : Conférence donnée le 11 mars 1997 à Paris ; en est tirée l'ouvrage *Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique*.

<sup>9</sup> NDLR : Conférence donnée le 9 avril 1996 à Paris ; en est tirée l'ouvrage *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*.

niveau des publications il n'y avait pas de problème.

J'ai laissé à mes deux successeurs (Bernard Wolfer pour l'unité MONA et Pierre-Benoît Joly pour l'unité TSV), la responsabilité de construire leurs projets d'unité, me contentant d'animer celui du pôle éthique de TSV et de faire en sorte que cette séparation se réalise sans drame et sans compromettre l'avenir des relations entre les deux futures unités. Je pense que nous nous sommes tous trois bien acquittés de cette tâche. Les programmes des deux unités ont été validés par le conseil scientifique du département. J'ai pu enfin consacrer plus de temps à la recherche (et en particulier faire bien plus de travail de terrain qu'il ne m'avait été possible de faire quand je dirigeais STEPE) et à l'animation du pôle éthique.

L'unité TSV s'inscrit au point de rencontre de deux fronts de recherches : celles sur l'évolution des liens entre science et démocratie et celles sur les transformations des rapports aux vivants. Elle est composée de trois pôles : 1) Risques collectifs, science et gouvernance ; 2) Dimension éthique des rapports à l'animal et à l'environnement ; 3) Visions du monde, interpellations sociales et transformations de la qualité et des méthodes de la production agricole.

#### À PARTIR DE 2000, DANS LE CADRE DE L'UNITÉ TSV, VOUS TRAVAILLEZ DANS LE PÔLE ÉTHIQUE.

Le pôle éthique de l'unité TSV est une toute petite équipe composée de Catherine Larrère (en détachement à l'Inra de 2002 à septembre 2004), de Florence Burgat et de moi-même (il y aura aussi une doctorante du Centre for Ethics and Law de Copenhague puis une autre doctorante inscrite à Paris I lorsque Catherine Larrère y sera nommée professeure). Sans exclure une réflexion sur les présupposés philosophiques des théories morales, notre champ de recherche privilégié est l'éthique appliquée, dont l'ambition est la résolution pratique de problèmes moraux dans des situations précises. D'où l'importance accordée au contexte, à ses enjeux, à l'analyse des conséquences de l'action et à la façon dont on la justifie. Le souci du contexte impose

un ajustement réciproque entre la réflexion philosophique et des descriptions et évaluations de cas concrets. On ne peut ainsi réfléchir aux règles de comportement envers les animaux, sans disposer de connaissances sur leur univers mental et sans savoir quelles sont les incertitudes à ce sujet. On ne peut traiter d'éthique environnementale sans connaissances écologiques, ni de la responsabilité des promoteurs d'OGM, sans examen critique du dossier scientifique et des controverses qui concernent les manipulations génétiques. C'est la raison pour laquelle l'Inra pouvait être un lieu privilégié pour conduire de tels travaux : les recherches en éthique appliquée doivent constamment se confronter à d'autres disciplines.

L'éthique environnementale s'est élaborée dans deux directions. La première, d'origine américaine (et principalement développée dans les pays de langue anglaise), s'interroge sur les rapports de l'homme à la nature. La seconde, de tradition européenne (et continentale), se préoccupe de la responsabilité vis-à-vis des effets non intentionnels de l'action technique.

L'hypothèse sur laquelle nous travaillons, mon épouse et moi-même depuis le colloque que nous avons organisé en 1994, avec le Centre de recherche en épistémologie appliquée de l'École polytechnique (les enjeux éthiques de la crise environnementale) est que les conceptions scientifiques de la nature interagissent avec les rapports techniques, éthiques et esthétiques que les sociétés occidentales entretiennent avec leur environnement naturel. Le projet est, depuis lors, de développer cette hypothèse et de l'appliquer à des situations concrètes. Un projet financé par le ministère de l'Environnement nous a ainsi permis d'étudier quelles transformations l'adoption de la biodiversité comme norme d'action impose aux systèmes de légitimation de la protection de la nature, et à la gestion des parcs nationaux. L'enquête que nous avons effectuée à ce sujet (en 2002) est éclairante. L'abandon de l'écologie classique (cette écologie systémique, sur modèle thermodynamique, qui maintenait les hommes hors de son champ) au profit d'une écologie des perturbations, le

développement conjoint du génie écologique et l'adoption de la biodiversité comme norme d'action ont conduit les parcs nationaux à se déprendre de la protection d'un petit nombre d'espèces et de milieux « remarquables ». Ils ont dû remanier leurs procédures de hiérarchisation des objets dont ils devaient assurer la surveillance et la gestion : espèces, mais aussi désormais habitats et paysages. Ayant substitué la recherche d'une diversité biologique élevée au « principe de naturalité » qui les avait guidés jusqu'alors, ils ne considèrent plus les activités humaines comme un mal nécessaire, et tentent de développer, sous contrat, des pratiques favorables à la gestion des milieux et des paysages (pastoralisme, entretien des parcours, traitements sylvicoles). Mais, cette co-gestion de la biodiversité, avec tous les usagers de l'espace du parc se heurte à de nombreuses difficultés pratiques : insuffisance des connaissances scientifiques ; insuffisance des moyens humains et financiers pour engager une politique de partenariat. Elle est, de même, politiquement délicate à mettre en œuvre. Devant transformer en collaborateurs des acteurs sociaux (les éleveurs et les chasseurs) avec lesquels ils sont, et depuis de nombreuses années, en délicatesse, les parcs ne peuvent que déplaire aux naturalistes et aux militants de la protection de la nature qui, dans leur majorité, sont restés fidèles à l'écologie classique, et hostiles à la présence d'activités humaines dans les zones centrales des parcs.

La seconde direction dans laquelle s'est engagée l'éthique environnementale part de l'hypothèse que, si les rapports techniques à la nature ont pu être longtemps considérés comme moralement neutres, c'est en raison du caractère superficiel d'interventions qui ne la perturbaient que momentanément : inépuisable, infiniment plus puissante que l'homme, la nature absorbait l'agir humain. Tel ne serait plus le cas de nos jours. La puissance des techniques contemporaines, leur diffusion massive et leur accumulation ont révélé une nature fragile et menacée : l'humanité serait en mesure de rendre la terre inhabitable. La relative autonomisation du développement techno-scientifique fait



que se pose la question de la maîtrise (éthique) de notre maîtrise (technique) — de la même façon qu'elle pose la question du contrôle social de l'application des technologies nouvelles (un des objets de recherche du premier pôle de TSV). Apparaît alors une nouvelle dimension de la responsabilité. Celle-ci ne doit plus être conçue comme l'imputation d'un sinistre à un acte passé, mais comme un engagement à l'égard de l'avenir, et donc du sort des générations futures. Nous avons donc étudié les questions tant morales que politiques que soulève la transgénèse dès lors qu'elle est sortie des pratiques de laboratoire pour permettre (grâce en particulier à la brevetabilité de segments d'ADN) de grandes entreprises agroalimentaires de poser leur signature sur des variétés très productives manipulées et vendre des OGM résistant à un herbicide total ou détruisant quelques insectes. Puis nous avons engagé un ensemble de séminaires (en collaboration avec Bernadette-Bensaude-Vincent et Jean-Pierre Dupuy) sur le programme de convergence entre nanotechnologies, biotechnologies, technologies de l'information et sciences cognitives (NBIC). Cela qui a conduit à de nombreux échanges avec l'équipe de Pierre-Benoît Joly, puis à nous intégrer dans le projet d'ANR dirigé par Bernadette-Bensaude-Vincent sur l'évaluation éthique des nanotechnologies et des biotechnologies.

#### ET LA RETRAITE ?

J'ai pris ma retraite en 2007, mais j'ai disposé d'une mission pendant trois ans. Puis TSV se divise à son tour, Pierre-Benoît Joly partant à Marne-la-Vallée pour créer l'unité SENS<sup>12</sup> avec peu de membres de TSV et quelques chercheurs de SADAPT<sup>13</sup>. SENS est intégré dans l'IFRIS (Institut francilien recherche, innovation et société) — un ensemble d'unités dont Pierre-Benoît prendra ultérieurement la direction, laissant celle de SENS à Marc Barbier. La majeure partie des chercheurs de TSV

<sup>12</sup> Sciences en société.

<sup>13</sup> Systèmes agraires et développement/ Activités, produits, territoires.



© Le Monde qui vient

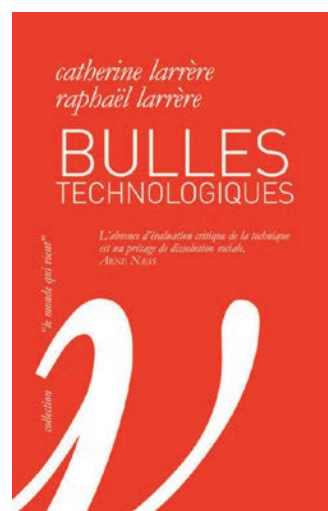
Photographie de Catherine et Raphaël Larrère publiée dans l'ouvrage *Bulles technologiques* paru en 2017 dans la collection « Le monde qui vient ». Elle sera ensuite utilisée pour illustrer la conférence « Les technosciences font-elles des bulles ? », organisée par Pop'Sciences Université de Lyon à la Bibliothèque de Lyon en mai 2018.

sont restés à Ivry dans l'unité RITME<sup>14</sup> (Risques, travail, marchés, État) dirigée par Didier Torny. Après les évaluations collectives de 2009 le divorce entre SENS et RITME est régularisé. Dommage, mais tant pis : TSV était une unité qui fonctionnait bien, qui avait recruté de nouveaux chercheurs (dont Didier Torny et Laure Bonnaud) et accueilli des postdoctorants et des doctorants. J'aurais pu suivre Pierre-Benoît avec qui je m'entendais bien, mais il ne me restait que trois ans à faire (ma mission post retraite) et un autre déménagement ne me souriait guère. En plus j'ai apprécié la façon dont Torny a dirigé RITME. Et RITME était une unité aussi dynamique que l'avait été TSV (recrutant aussi des chercheurs — comme Nathalie Jas, qui en prendra la direction — et des postdoctorants).

Une conséquence de cette scission a été la disparition du pôle éthique : sachant que j'allais quitter l'Inra sous peu et que Catherine Larrère avait été nommée professeure à Paris I, Florence Burgat a cherché les moyens d'aller ailleurs, d'abord au CNRS puis aux Archives Husserl à l'ENS de la rue d'Ulm.

Être à la retraite a l'inconvénient d'être vieux, mais l'avantage de ne plus être évalué, de n'évaluer plus personne (sinon des articles anonymes) et de

n'avoir plus à chercher des financements et à monter des projets. Les seuls projets de recherche auxquels j'ai participé depuis lors m'ont été proposés, en particulier le projet ANR dirigé par Bernadette Bensaude-Vincent sur la convergence entre bio et nanotechnologies — d'où est sorti un ouvrage collectif : Bensaude-Vincent B., Larrère R., Nurock V. et Loeve S. (dir.), 2008, *Bionano-éthique – Perspectives critiques sur les bionanotechnologies* (Vuibert). Si j'ai pu me désintéresser du fonctionnement de l'institut, je n'en ai pas vraiment fini avec l'Inra. Mais j'ai pu désormais choisir ce que je faisais, selon mon bon vouloir.



<sup>14</sup> Risques, travail, marchés, Etats.



Réédition de l'ouvrage *Du bon usage de la nature*, en 2022, dans la collection Champs Flammarion, publié pour la première fois en 2012 dans la collection Alto/Aubier.



Couverture d'une nouvelle édition en 2018, aux éditions La Découverte Poche, de l'ouvrage *Penser et agir avec la nature*. Une enquête philosophique, publié une première fois en 2015.

D'abord j'ai continué mon travail à « Sciences en questions » et, si je ne participe pas à l'animation du groupe, je suis toujours co-directeur de la collection chez Quæ. Je passe pas mal de temps à examiner et critiquer les manuscrits, et continue encore à alimenter les conférences à partir de mon réseau de chercheurs hors Inra.

Ensuite j'ai présidé pendant quelques années le Comité d'Histoire de l'Inra et du Cirad. Mais à vrai dire je me suis souvent contenté d'animer les réunions que Bernard Hubert organisait. J'avais accepté cette présidence parce que Philippe Lacombe me l'avait explicitement et fortement demandé et que je lui devais de m'avoir chaudement soutenu lors de mon concours de DR1 que j'ai réussi en 2003. Mais j'ai toujours pensé que cette présidence aurait dû revenir à Denis Poupardin qui avait tant fait pour le recueil des témoignages et l'édition d'*Archorales*. Cela m'a mis d'autant plus mal à l'aise que Poupardin (qui avait pris sa retraite) avait été un proche copain et qu'il avait assez mal pris de ne pas avoir été sollicité lui-même. Heureusement que Bernard Hubert, le sachant, a grandement contribué au fonctionnement du comité. Quand Poupardin est décédé, mon malaise a crû et j'ai demandé à Bernard Hubert d'être remplacé. J'ai été très reconnaissant à Ezio Valceschini d'avoir pris la relève et c'est pourquoi pendant quelques temps j'ai assisté aux réunions. Mais ces réunions, qui ne m'avaient pas passionné du temps où je les présidais, ne m'ont guère plus intéressé par la suite et j'ai de plus en plus fréquemment séché. A l'occasion de nos travaux sur les forêts et la foresterie françaises, nous avons dû lire nombre d'ouvrages et de thèses soutenues par des forestiers et consulter les numéros de la *Revue forestière française*. Cela m'avait conduit à me méfier de l'histoire administrativo-juridique (ou juridico-administrative) de l'administration forestière - une histoire où tout venait des textes de lois des règlements, de leur application par l'administration et de l'action des forestiers pour appliquer la stratégie du corps des Eaux et Forêts. Lors de la constitution du comité d'Histoire de l'Inra il s'est trouvé qu'il a été difficile de rassembler suffisamment d'historiens spécialistes d'histoire des

sciences et d'histoire rurale (en particulier les historiens de l'Inra ont brillé par leur absence ou leur refus de participer au comité). On a donc fait largement appel à d'anciens responsables de l'Inra. Certes ils étaient très importants pour baliser l'histoire de l'institution, de ses bifurcations et de ses relations avec d'autres champs de recherche et ils ont largement apporté des idées. Mais j'ai eu progressivement l'impression que nous allions aussi focaliser nos réflexions sur une histoire juridico-administrative - du type de celle dont j'avais dû me déprendre pour appréhender l'histoire des forêts et des forestiers. Par ailleurs il se trouve qu'il y avait entre des membres du CH des antipathies et, ayant quitté mon statut de directeur d'Unité comme une libération, je n'avais pas envie de perdre mon temps à arrondir les angles et à gérer ces dissensions. Et puis comme je l'ai écrit, j'étais surtout mal à l'aise de me trouver dans une fonction qui aurait dû revenir à Poupardin.

Enfin, j'ai participé à deux expertises collectives de l'Inra. La première fut consacrée aux douleurs animales en élevage. J'ai été rattaché à la seconde sur les formes de conscience chez les animaux au milieu de l'expertise, mais ma participation y a été plus importante et systématique que sur la précédente expertise. Ce fut d'ailleurs une expertise assez passionnante. J'ai dans ce cadre co-dirigé avec Pierre Le Neindre, Muriel Dunier et Patrick Prunet un ouvrage collectif paru aux éditions Quæ en 2018 : *La conscience des animaux*.

Mes autres activités de retraité se sont passées hors de l'Inra.

Il y a eu d'abord un colloque que j'avais organisé avec Vinciane Despret au Centre culturel international de Cerisy qui a débouché sur un ouvrage collectif : Despret V. et Larrère R. (dir.), 2014. *Les animaux : deux ou trois choses que nous savons d'eux* (Hermann).

J'ai été jusqu'en 2017 membre du conseil scientifique du parc national de la Vanoise et ai présidé de 2006 à 2016 celui du parc national du Mercantour. Ayant manifesté en 1968 et crié avec d'autres « dix ans ça suffit ! », je me suis appliqué le mot d'ordre à moi-même et j'ai abandonné une présidence qui me convenait assez bien et me donnait l'occasion d'aller souvent à Nice et dans

son arrière-pays. Mais je suis encore membre de ce conseil. Enfin j'ai aussi été membre — de même que mon épouse — du conseil scientifique des parcs nationaux de France. Et pour clore ces activités liées à la protection de la nature j'ai fait trois mandats au CORP<sup>15</sup> à la Fédération des parcs régionaux de France où j'avais été nommé à l'instigation de Philippe Lacombe.

Ces diverses activités m'ont laissé assez de temps pour poursuivre les réflexions que j'avais entamées avec Catherine Larrère en 1994 et qui avaient déjà donné lieu en 1997 à l'édition de *Du bon usage de la nature* (réédition Champs Flammarion, 2009, 2021). Il y a donc eu trois nouveaux ouvrages récents : Catherine et Raphaël Larrère, *Penser et agir avec la nature – Une enquête philosophique* (La Découverte, 2015 (réédité en poche) ; Catherine et Raphaël Larrère, *Bulles technologiques* (Wildproject, 2017) ; Catherine et Raphaël Larrère, *Le pire n'est pas certain – Essai sur l'aveuglement catastrophique* (Premier Parallèle, 2020).

La suite au prochain numéro (dont un colloque en préparation pour 2023 au Centre culturel international de Cerisy sur « Le renouveau du sauvage »).

### VOUDRIEZ-VOUS, EN GUISE DE CONCLUSION, RÉSUMER LES GRANDS PRINCIPES QUI VOUS ONT GUIDÉ TOUT AU LONG DE VOS ACTIVITÉS DE RECHERCHE ?

Peut-être en souvenir de mes études zootechniques j'ai toujours pensé, comme les veaux, que l'herbe est toujours plus verte dans le pré d'à côté. J'ai donc fait preuve d'une certaine propension, dès que je maîtrisais correctement un sujet à m'engager dans des domaines encore peu explorés, surtout lorsque cela exigeait d'acquérir une compétence que je ne maîtrisais guère. Cette tendance m'a sans doute permis d'initier, à diverses reprises, des recherches originales à l'Inra. Mais il est vrai aussi que, chaque fois que je suis parvenu à acquérir une certaine reconnaissance dans un domaine, j'ai saisi toutes les occasions de le délaissier. Jamais tout à fait cependant : j'ai repéré qu'on vous

<sup>15</sup> Conseil d'orientation de recherche et de prospective.



© Des mots et débats

Catherine et Raphaël Larrère à Thionville, en septembre 2020, à la rencontre organisée par « Des mots et débats ».

sollicite souvent sur des thèmes abandonnés depuis plus d'une décennie.

J'ai d'abord toujours situé mes travaux dans une perspective historique. Sans prétendre faire de l'histoire j'ai eu à cœur d'appréhender les itinéraires et les bifurcations. Ce fut le cas dans les études des modes de mise en valeur des régions de moyenne montagne, puis des usages et représentations de la forêt. Ce le fut aussi pour la protection de la nature et pour les études d'éthique environnementale ou animale.

Ensuite j'ai associé à mes travaux une réflexion épistémologique et c'est pourquoi je n'ai jamais été vraiment sociologue. Le sociologue, trop souvent, envisage les connaissances comme des produits sociaux. Il réfère thèmes et problématiques aux débats idéologiques contemporains, aux procédures institutionnelles de la recherche, à la position du chercheur dans son champ disciplinaire, ou de sa discipline dans le champ des savoirs. La vérité est une hypothèse dont, à la rigueur, il peut fort bien se passer : il n'y a rien au-delà d'un statut à défendre ou à légitimer, et de micro-tactiques de pouvoir. Se placer sur le terrain de l'épistémologie, c'est, à l'inverse, affirmer que la vérité est au cœur de tout processus de pensée et, à ce titre, de toute recherche même socialement déterminée. Ce qui distingue

les pratiques scientifiques des autres pratiques sociales, c'est que les scientifiques ne peuvent fonctionner s'ils ne croient pas en leurs modèles, et que, de ce fait, le rapport à la vérité et l'objectivité sont des fictions régulatrices de toute communauté scientifique. Aussi convient-il de s'interroger — sans oublier qu'il est des conditions sociales à la production du savoir — sur la rigueur des concepts, la cohérence du discours qui les articule, l'adéquation à cette construction des méthodes qui l'instrumentent. Plus précisément, il s'agit de croiser une démarche qui s'intéresse à la science telle qu'elle se fait (en suivant l'invitation de Bruno Latour) avec une réflexion sur la science faite. C'est ce que j'ai tenté de faire, soit pour mener à bien mes propres recherches, soit à l'occasion des bilans auxquels je fus tenu de participer, soit pour intervenir dans des débats.

Enfin, j'ai systématiquement opéré le choix de la complexité. Quel que soit le niveau d'organisation appréhendé, la réalité se révèle inépuisable. Toute situation est complexe. Le travail scientifique revient justement, compte tenu d'hypothèses théoriques, de possibilités instrumentales et de contraintes matérielles, à en réduire les termes, de telle sorte que l'objet scientifique construit de la sorte représente certaines caractéristiques pertinentes de la situation.

On peut alors, en amont même de la recherche, décider de décomposer au maximum le segment de réalité que l'on étudie, et se donner une situation simple dont on pourra formaliser les relations causales. Mais on peut aussi effectuer le choix inverse, et limiter au maximum (compte tenu des capacités instrumentales et des contraintes matérielles) les nécessaires simplifications. Les relations causales s'anastomosent alors en des réseaux d'interactions, dont la modélisation est toujours délicate. Ainsi, dans la mesure du possible, et quelque ait pu être l'objet appréhendé, j'ai toujours décidé de considérer les situations comme complexes, les pratiques et les discours comme polysémiques. Cela ne simplifie pas les choses, mais c'est bien plus amusant.



Couverture de l'ouvrage *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, paru en 2020 aux Editions Premier Parallèle.